

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 15 OCTOBRE 1977 - N° 533

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

## CONTRE-BUDGET DU PCF

### Nouvelle opération chiffrage

Enigmatique, Marchais avait annoncé une « surprise » aux journalistes qui lui demandaient son opinion sur la présentation du budget 78 par Barre. Cette surprise, c'était la présentation d'un contre budget, reprenant aussi le chiffrage publié au mois de mai.

On ne trouve donc pas dans cette initiative de grandes nouveautés : le PCF continue à annoncer que la création de 500 000 emplois dans le cours de l'année 78 est possible, que les différentes augmentations de salaires et de prestations sociales peuvent être absorbées par les impôts nouveaux « contre les riches ». Il continue, mais avec plus de discrétion, à prévoir, de toute manière, une inflation d'au moins 6 %. Ce contre budget n'est pas destiné à être discuté, et encore moins à être pris en compte par le gouvernement, c'est évident.

Il s'agit principalement d'une opération propagandiste qui s'inscrit directement dans la querelle qui oppose le

PCF au PS. Dans cette querelle, les militants du PCF ont besoin d'arguments, ce contre-projet leur donnera un chapitre de plus, pas bien convaincant à leur dossier ; ce ne sont pas tant les nationalisations qui sont mises en avant que la nécessité de « faire payer les gros », ce qui laisse augurer d'une relance de la polémique sur le thème : le PS ne veut pas d'un véritable impôt sur le capital.

Les députés socialistes présents n'ont pas applaudi au discours de Marchais : il est vrai qu'ils se trouvent quelque peu en porte-à-faux puisqu'il leur faudra se déterminer maintenant par rapport aux propositions du PCF autant que par rapport à celles de Barre.

Les travailleurs n'ont pas à rentrer dans ces manœuvres. Pendant que le PCF étale à grand renfort de publicité son budget fictif, le budget d'austérité 78 de Barre, lui, est bien réel et commence à se mettre en place.

SUPER A 2,42 F,  
ESSENCE À 2,23 F  
FUEL DOMESTIQUE : + 16 %

## LE BUDGET 78 EST AVANCÉ



L'essence coûtera 2,23 F au 1<sup>er</sup> février, le super 2,42 F. Le gas-oil 1,46. Le prix de l'hectolitre de fuel domestique passera de 77,90 F à 79,50 F puis à 85,10 F. Ce sont les majorations adoptées hier par

l'Assemblée Nationale. Des hausses qui seront répétées après les élections (au mois de juin) accompagnées de nouvelles hausses de l'électricité, du gaz et des tarifs postaux. Le budget 78 est avancé. Un budget qui prévoit « une progression limitée du pouvoir d'achat » des travailleurs c'est-à-dire maintient le blocage des salaires. La première mouture du budget 78, maintient le cap sur l'austérité, et ce malgré la proximité des élections. Ces mesures seront accentuées dans le sens d'un « tour de vis » supplémentaire après les élections. « Le meilleur économiste de France » a préparé aux familles populaires une nouvelle année d'austérité, et de restrictions.

(Lire page 7)

## CAMPAGNE CONTRE LE POLISARIO

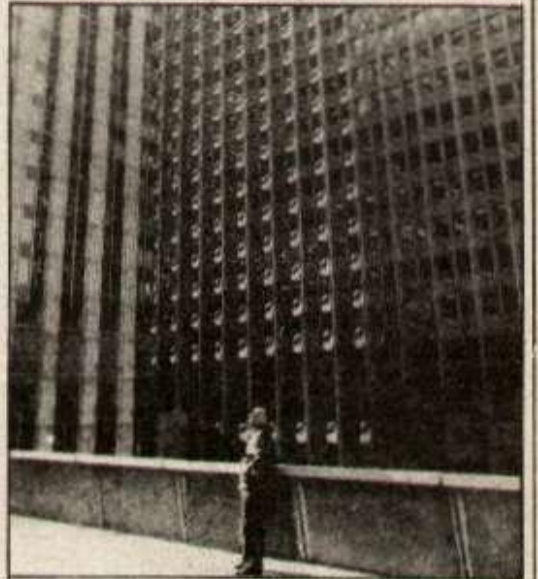
Mercredi, la commission des finances de l'assemblée nationale française adoptait une recommandation invitant Giscard d'Estaing à « faire preuve de plus de fermeté à l'égard du gouvernement algérien et à utiliser tous les moyens à sa disposition », pour la libération des 6 Français disparus depuis l'attaque contre Zouérate, en Mauritanie, le 1<sup>er</sup> mai dernier, par le Front Polisario.

Judi, France-Soir titrait : « Six Français oubliés », et Édouard Sablier, sur Radio-France, appelait à la répression des Sahraouis, en ces termes : « Les représentants du Polisario circulent librement en France, tenant des conférences de presse, s'adressant à la presse, à la

télévision, sans que quiconque leur demande des comptes sur le crime commis par l'organisation dont ils se réclament ».

Cette campagne évidemment orchestrée, voudrait faire oublier les buts de libération que poursuit le peuple sahraoui, victime d'une répression qui se poursuit avec les armes complaisamment livrées par la France au Maroc et à la Mauritanie. S'agit-il de préparer l'opinion à un nouvel engagement de la France ? Il y a quelques jours, un dirigeant sahraoui faisait état d'informations sur la préparation d'une intervention militaire zairoise contre le peuple sahraoui — en échange de l'aide marocaine au Sahara — avec l'aide matérielle de la France.

## La Défense à la dérive



700 millions de déficit, deux grands magasins qui refusent de s'y implanter. La Défense, grand projet gaulliste est en train de sombrer. Pompidou rêvait de gigantesques immeubles miroirs où se reflèterait un Paris de béton. Ils ne seront jamais construits. Le projet grandiose de La Défense connaît les mêmes avatars que toutes les ambitions gaullistes.

(Lire page 12)

## Calberson : Le patron lock-out les grévistes

Depuis une semaine, les travailleurs de Dubois-Calberson à Amiens étaient en grève tournante pour l'amélioration de leur pouvoir d'achat. En réponse à ces revendications, le patron vient de fermer la boîte et démanteler le matériel.

Immédiatement le syndicat CGT du groupe organisait les premières mesures de riposte : mobilisation dans toutes les filiales, envoi de télégrammes...

## SMN : 550 travailleurs mis en pré-retraite

La société métallurgique de Normandie à Caen a annoncé qu'elle allait, dans un premier temps, mettre 550 travailleurs en pré-retraite d'ici au 30 juin 78. Déjà depuis des mois, les départs ne sont pas remplacés, et presque tous les secteurs chôment un jour par semaine. La SMN envisage de réduire encore son personnel. A un moment où le chômage en Basse Normandie atteint un niveau record.

(Lire page 5)

## Négociations SALT : Nouvelles armes en projet

Un compromis serait en vue entre les États-Unis et l'URSS, dans le cadre de leurs négociations sur les armements stratégiques. C'est du moins ce que prétend savoir Le New-York Times. Toutefois, les innovations en projet, telles que les 300 missiles terrestres intercontinentaux américains sur rampes mobiles, donnent une idée de l'intensité de la course aux armements, en arrière fond de toutes les conversations russo-américaines.

(Lire page 10)

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

### et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

### Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lisagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

### Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Vive la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurc et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Naussec et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Date : .....

Abonnement normal 350 F   
 Abonnement de soutien 600 F   
 ... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

000000

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

# LES LECTEURS ONT LA PAROLE

## Ils font le point

Camarades,

«Sympathisant du Parti dans le 13<sup>e</sup>, je participe à la diffusion du Quotidien. Les discussions que j'engage avec les travailleurs, leurs interrogations transforment ma lecture du Quotidien : elles m'obligent à dégager l'essentiel des articles, à être attentif à certains défauts du journal. Le QdP est plus qu'un moyen d'information, une base utile dans les discussions, un facteur d'unification, c'est un outil critique précieux pour clarifier les débats actuels. (...)

«Son passage en quotidien du soir a été marqué par une très nette amélioration de la présentation (...)

«Sur ce point, la transformation récente de la première page est telle qu'on peut vraiment parler de bond en avant : en avant : répartition des titres, des photos plus judicieuses (gain de l'oreille, mise en valeur du titre), mise en valeur des informations plus subtiles (choix des caractères : voir les trois tailles dans le titre «Italie... colere contre les fascistes» du N° 523, dédoublement des traits principaux : voir le double sous-titre : «De l'acroléine pour les centrales nucléaires, production doublée à Pierrelatte» dans le même numéro), couverture plus vaste et pourtant bien

hiérarchisée (apport précieux de la colonne des résumés).

D'une manière générale, les pages du Quotidien sont plus aérées : par des encadrés, des sous-titres, des photos, (bien que ce ne soit pas là le seul rôle de la photo !) ; les informations mieux ventilées : plus de pages fourre-tout, rapprochement des informations complémentaires ; l'argumentation des articles, des éditoriaux est plus solide : en particulier ceux qui concernent la désunion de la gauche, les informations plus nombreuses, plus détaillées : déclarations à gauche, situation internationale. (...)

Mais, termine notre lecteur :

«Le Quotidien arrive maintenant à développer son argumentation (...). Il me semble que nous avons à l'aider à franchir une étape supplémentaire (...). C'est pourquoi j'aimerais que la question du rapport du Quotidien à ses lecteurs soit plus souvent abordée : synthèse des critiques et leurs réponses, appel à la participation, problèmes de diffusion (...)

P.G. Paris

Nous avons décidé la réapparition régulière des pages courrier. Cela devrait permettre de donner un nouvel essor à cette

participation des lecteurs au journal. C'est ce que soulignait un autre lecteur :

«Le Quotidien du Peuple a fait un nouveau pas en avant depuis sa réapparition.

«Les améliorations de la mise en pages sautent aux yeux. Mais c'est l'ensemble du journal qui semble nettement progresser.

«C'est précisément parce qu'il se transforme, que le contenu politique est de plus en plus riche, qu'on devient plus exigeant. On voit davantage ce qui devrait encore changer, ce qui manque pour qu'il soit plus lu par les travailleurs, pour qu'il tienne sa place

dans la période importante que nous traversons. Cet effort de transformation doit être pris en charge par tous les lecteurs. Mais pour cela, il ne suffit pas de lancer périodiquement des appels. Il faut instaurer le débat, centraliser les questions, prendre en compte ce qui est possible à réaliser, justifier ce qui ne l'est pas.

«C'est là que la page courrier pourrait prendre toute sa valeur. Il faut espérer qu'elle reparaitra le plus vite possible (elle est très lue).

M.N. Sainte-Geneviève des Bois

Les articles sur la vie des travailleurs sont encore trop rares.

C'est pourquoi nous songeons à remédier à cette carence : on enverra des photos et articles sur la vie quotidienne des gens dans les quartiers : entre autres un article sur les personnes âgées qui se font exploitées pour leur logement et s'organisent pour lutter, nous enverrons aussi des photos.

B.P. Besançon

Camarades, j'ai été heureux de constater les changements intervenus dans le QdP après les vacances.

En effet, il joue beaucoup mieux son rôle d'organe central du Parti grâce notamment aux articles de fond des pages politiques qui ne se contentent plus de raconter la situation au jour le jour (...)

Même chose pour les «Luttes ouvrières» (un bon point pour la page 11 où l'on voit plus souvent des critiques cinématographiques ou de programme télé).

C. Nancy

# Ils témoignent

## Ici en Lorraine

La période actuelle est vraiment très importante et démasque bien les illusions entretenues par l'Union de la gauche, et le Quotidien est vraiment efficace pour aider à démasquer ces illusions.

Ici, en Lorraine, la situation devient de plus en plus grave et rien n'a été fait en réalité, à part quelques «actions» d'éclats du type référendum sur la nationalisation, pour empêcher la «restructuration» de la sidérurgie (qui a commencé depuis

au moins dix ans). En vérité, de nombreuses familles sont dans une misère noire, et d'autres ont déjà quitté la région ou vont la quitter. En échange, on nous propose la Saviem-Renault ou Peugeot-Citroën, ce qui veut dire une déqualification et des salaires de misère.

La mort des mineurs de Merlebach, l'an dernier, quelques copains nous avions fait une chanson intitulée «Merlebach».

Je vous la joins à cette lettre :

Dans la mine ils ont vécu nos compagnons assassinés

Toute une vie dans l'obscurité portant le deuil de leur liberté

Seize croix dans le charbon

Seize voix qui se taisent

Tous ensemble dénonçons la violence des patrons

Ne nous résignons jamais

Mort à la misère, mort à l'oppression

Dans l'âme du mineur Naît l'insurrection Il lève haut son poing Pour la révolution

Ce n'est pas, bien sûr, de la grande poésie, mais nous avons souvent chanté cette chanson avec émotion et avec le désir de venger un jour, tous ces crimes légaux.

A bientôt Salutations communistes J.L. V. Longwy

## A l'armée les gens du peuple considérés plus bas que la moindre cartouche

Camarades,

A propos de votre article sur les manœuvres dans le QdP du dimanche-lundi 11 septembre : le 41<sup>e</sup> RAMA est parti en manœuvre à Suippes. Durant le week-end, deux soldats sont morts sans doute d'un accident de véhicule. En apprenant (par hasard) cette nouvelle, le point de vue unanime de bidasses était celui du QdP. La faute, c'est le manque de préparation, les fatigues, les chantages : «Si nous n'allez pas plus vite, pas de perm». La faute, c'est à cette armée qu'on nous impose. Un autre point de vue, celui des engagés : «C'est normal, ça arrive tous les ans !». La fatalité, quoi !

Encore une pièce à fournir au dossier de l'oppression bourgeoise à l'armée contre les gens du peuple, considérés plus bas que la moindre cartouche.

Un appel

## Histoire banale

J'aimerais pouvoir vous faire part des difficultés de logement qui s'amplifient aujourd'hui autour de moi. C'est pourquoi j'ai écrit ce petit article dont j'espère quelques échos dans votre journal.

Histoire banale... Chômeur d'août 1976 à septembre 77... 55,72 F par jour pour faire vivre sa femme et ses trois enfants (entre 6 et 1 an)... occupant un «deux-pièces» en mansarde reconnu insalubre par le service d'hygiène de la ville.

Son propriétaire est un notable du palais de justice ami de la police.

Celui-ci refuse de régler les charges d'électricité pour intimider son occupant, et il lui coupe le courant. Depuis deux ans que la procédure est entamée, S.B. n'a pas obtenu d'assistance judiciaire, son origine étant en cause.

De plus S.B. a fait l'objet de diverses menaces de la part des «forces de l'ordre».

Les frais de justice allégeant son petit budget, comment tout cela va-t-il se terminer ?...

C.N. L d aix-en-Provence

L'abandon de l'aérotrain

# 23 MILLIONS LE TICKET

Le Concorde du rail en est resté au domaine de l'expérimentation : un rail de béton de plusieurs kilomètres, dans la plaine, près d'Orléans, et une curieuse machine chevauchant le rail, portée par un coussin d'air. Cette technique d'avant-garde n'était pas très au point en 1971, mais le dossier de la société Bertin l'était. Le gouvernement se laissa sé-

duire par la proposition de relier Cergy-Pontoise, une ville nouvelle, à la Défense. Cergy-Pontoise et la Défense connaissent actuellement de graves difficultés et n'atteindront jamais le développement prévu, l'aérotrain lui ne verra même pas le jour.

Une société regroupant la SNCF et la RATP, Aéropar, avait été créée

pour réaliser et exploiter la ligne de 26 kilomètres. Cergy-Pontoise-la Défense. En fait, les difficultés de mise au point du moteur linéaire qui devait équiper l'aérotrain, s'ajoutant aux problèmes de tracé de la ligne, la note s'éleva rapidement à des sommes astronomiques. L'opération estimée au début à 320 millions de francs, atteignit 650 millions. En 1974, le gouvernement jugeant la note trop élevée décida d'abandonner le projet.

Plusieurs dizaines de mil-

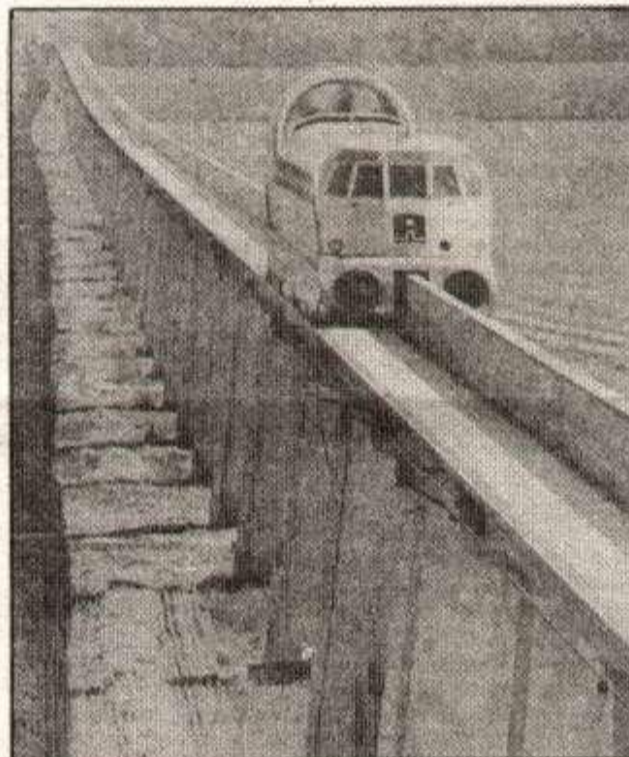
lions de francs ont déjà été dépensés en frais d'études. Les sociétés chargées de réaliser l'aérotrain s'estimant lésées ont réclamé une indemnisation. Elles ont trouvé au gouvernement des oreilles complaisantes, l'État leur a alloué une indemnité généreuse de 23 millions, aux frais des contribuables. Non seulement la note est salée, mais, les habitants de Cergy-Pontoise n'ont toujours pas de desserte ferroviaire, la voie ferrée prévue en remplacement, n'est pas encore réalisée.

## PAYSANS DU LARZAC ET OBJECTEURS DEVANT LES TRIBUNAUX

Le 21 octobre à Millau, 7 militants du Larzac, dont deux paysans, seront jugés pour «entrave à la circulation» sur plainte de Yvon Bourges, ministre de la Défense nationale. Patrick Bourdin, José Bové, Bernard Lehoucq, François Mathé, Claude Maurin, Alain et Gilles Moulin ont bloqué un convoi militaire qui manœuvrait à l'entrée du village de Saint Sauveur qui est situé à l'extérieur du périmètre d'extension du camp militaire. Le même jour, trois objecteurs de conscience seront jugés pour insoumission et désertion à l'Office national des forêts, tous les trois

militent sur le Larzac, il s'agit de Patrick Bourdin de Nîmes, monteur câbleur, Robert Calasel, paysan du Larzac, et Jean-Pierre Chardon animateur au Larzac.

Le 27 octobre à Mende, deux autres objecteurs seront jugés pour les mêmes motifs à Mende. Dans un communiqué les inculpés déclarent : «A travers ces procès, une nouvelle stratégie du pouvoir semble se dessiner : en accumulant les inculpations envers les habitants du Larzac, l'armée espère décourager leur résistance quotidienne par la menace de nouvelles condamnations».



## LA VIEILLESSE QU'ILS LEUR FONT

5

### L'HOSPICE

Une enquête de Monique CHÉRAN à Paris

Debrousse, au 148 rue de Bagnolet. C'est immense. De nombreux bâtiments anciens, sombres, sont dispersés dans un parc complètement désert. Il est 10 heures, le temps est glacial. Aucun pensionnaire n'est visible. Nous nous rendons au groupe 4, un des deux seuls bâtiments modernes. Au rez-de-chaussée, c'est le réfectoire. Il y a aussi la bibliothèque. On nous explique qu'aujourd'hui, tous les vieux bâtiments sont déserts, à l'exception d'un seul, le F. Les pensionnaires sont répartis entre le groupe 4 et le F. Ils sont moins de 200, alors qu'il y a quelques années encore, ils étaient encore environ 500. «Les invalides ont presque tous été envoyés dans des foyers-résidence plus petits, modernes. Il ne reste plus ici que les «semi-valides». Dans le F,

ce sont des invalides, mais ils ne vont pas tarder à partir aussi.

Le vieil hospice immense va donc fermer, être démolit, il ne restera qu'une centaine de pensionnaires. Ils ont des chambres individuelles, d'où ils ne sortent, pour certains, qu'à l'heure des repas. Quelques-uns viennent chercher des livres. Il y a là beaucoup de romans policiers. Mais beaucoup sont complètement isolés, et refusent de sortir de leur chambre, pour aller dans la salle des loisirs. L'animatrice a toutes les peines du monde à organiser une sortie, une partie de cartes, ou une séance de tricot en commun. Ici, beaucoup attendent seuls, même s'ils sont tous ensemble. A midi, c'est l'heure du repas.

Une dizaine de vieux arrivent. Parmi eux, une

femme de plus de 80 ans interpelle une infirmière : «où sont mes médicaments, ça me faisait du bien, on ne me les a pas rendus.» On la renvoie à la Direction. Elle s'énerve, ne veut pas aller manger. «Quelle hypocrisie !» lance-t-elle à la cantonnade, avant de partir quand même.

Au F, c'est pire encore. De chaque côté de l'escalier, de grands dortoirs. De part et d'autre du couloir, des boîtes minuscules, avec un lit, une armoire, une table et une chaise. Un rideau à fleurs délavé, ferme chaque box. Là-dedans vivent des femmes qui ne peuvent presque plus se déplacer. Sur chaque box, un nom, accompagné parfois de la mention «sans sel». Elles mangent même chacune dans leur box.

Tous sont complètement

dépendants. Leur revenu est versé directement à l'hospice, qui en garde 90 %. Une affichette annonce : «La distribution d'argent de poche aura lieu le ...». On nous présente du côté officiel, la suppression des hospices comme un grand progrès et le secrétaire d'État à l'Action sociale déclarait en février 76 qu'il n'y aurait plus d'hospice en France en 1980, ce par le maintien à domicile.

Ce n'est pas parce qu'ils auront des chambres individuelles ni qu'ils pourront payer eux-mêmes leurs frais d'hébergement qui changera grand-chose. Les vieux travailleurs meurent seuls, dans la misère, et même dans les résidences

FIN

## Augmentation du fuel domestique : + 3,4 %

A compter du vendredi 14 octobre, le fuel domestique va augmenter de 2,7 centimes le litre, soit une majoration de 3,4 %. En région parisienne, son prix passera à 81,7 francs l'hectolitre. Le fuel domestique avait déjà augmenté en février dernier de 7,5 %. Cette hausse intervient au moment où le chauffage des immeubles doit commencer, elle va se répercuter sur les charges locatives.

## Fleury-Mérogis : grève des éducateurs

Les éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis ont cessé le travail jeudi matin pour soutenir leurs cinq camarades dont l'administration pénitentiaire veut obtenir la mutation d'office. Ces cinq éducateurs de Fleury-Mérogis sont sanctionnés sous divers prétextes : transmission de correspondance entre détenus, autorisation de téléphoner donnée à certains détenus, sous contrôle... Malgré l'avis de la commission de discipline de l'administration pénitentiaire qui avait relaxé un des cinq et proposé un avertissement pour une éducatrice, malgré les règlements de l'administration pénitentiaire selon lesquels celle-ci est tenu de soumettre toute décision de sanction au garde des Sceaux, les cinq éducateurs sont interdits à Fleury-Mérogis, et ils ont appris par Erbès, chef du personnel de l'éducation pénitentiaire leur mutation d'office. A la suite d'une demande d'audience au garde des Sceaux, formulée par le syndicat des éducateurs (SNEPAP) et plusieurs autres organisations, un conseiller technique de Peyrefitte a accepté de recevoir vendredi à 11 h une délégation d'éducateurs.

## Vérité sur «Rhone 77»

«Afin de faire toute la lumière sur les circonstances des noyades des deux appelés du contingent et d'un caporal-chef, le 17 juin dernier dans la Durance», un comité s'est constitué à Forbach (Moselle). Le comité «vérité sur les morts des manœuvres Rhône-77» a été créé à l'initiative des parents des victimes : Roland Supantschich, 20 ans, Philippe Chauvin et Moukdim Charibou.

## Ratonnade à Orléans

Maati Britit, ouvrier marocain, résidant à Orléans a porté plainte contre des violences policières dont il a été victime le 6 octobre dernier. Ce jour-là, il avait été à la poste pour retirer un pli. Ne pouvant obtenir ce qu'il réclamait, il avait insisté auprès de l'employé qui devait appeler le receveur. Celui-ci appela la police. Embarqué et conduit au commissariat Maati Britit a été ligoté : pieds et mains liés par des menottes, les mains attachées dans le dos. Il était ensuite tenu sous la menace d'un revolver et couvert d'injures racistes par cinq policiers en tenue, en présence de deux policiers en civil.

Emmené ensuite au service des urgences de l'hôpital psychiatrique de Fleury-les-Aubrais, ligoté sur un brancard, il fut libéré par l'interne de service. Ce dernier constatait que Maati Britit portait de nombreuses plaies au visage et sur le corps. La police naturellement nie tout, cependant une enquête serait en cours.

## Le livret des études d'impact

Une étude d'impact est prévue pour tous les grands projets publics (routes, canal, centrale électrique, lignes haute tension, etc...). Le décret prévoit que l'étude préalable comportera une analyse de l'état initial du site du point de vue humain et écologique ; une analyse des effets possibles de l'installation sur l'environnement ; les raisons pour lesquelles le projet a été retenu ; les mesures prévues pour réduire ou compenser les conséquences dommageables à l'environnement ainsi que leur coût.

## LUTTES OUVRIERES

### Rassemblement de chômeurs CGT à Paris : 1 000 travailleurs en quête de perspectives

C'est hier que se tenait, place d'Iéna, à Paris, le rassemblement de travailleurs actifs et au chômage, organisé par la CGT et qui devait selon les dires de la direction de la centrale syndicale, clôturer « brillamment », le tour de France de l'emploi CGT effectué ces derniers mois. Bien peu de monde en vérité à ce rassemblement qui avait pourtant une portée nationale.

Quelques ouvriers de Gervais Danone (Marseille), d'Agache Willot (Douai dans le Nord), de Chaix et quelques autres, auxquels s'ajoutaient des délégations CGT de quelques régions particulièrement touchées par le chômage : Picardie, Ardennes. Avec les chômeurs présents, cela faisait environ 1 000 personnes.

Quoi d'étonnant ? Q'avait donc à proposer la direction de la CGT comme perspective de lutte ? Sinon des pétitions à envoyer au gouvernement, un mode d'action qui a fait « ses preuves ! »

### Grève chez Seuralite (Vitry)

Depuis le 3 octobre, les travailleurs de chez Seuralite, à Vitry, sont en grève, pour des augmentations de salaires : beaucoup, pour l'instant gagnent moins de 2 000 F par mois. La direction a d'abord menacé de « licenciements économiques », puis elle a tenté en vain de faire travailler des intérimaires, et des agents technico-commerciaux de l'entreprise.

### Strasbourg : licenciements dans le bâtiment

L'entreprise Schreiber vient de licencier 48 salariés (sur 1 500), à la suite de « difficultés financières ». D'autre part, l'Omnium de construction de travaux publics et privés a été mis en liquidation judiciaire. Ses 80 ouvriers sont donc menacés de licenciement.

### Mines de fer de Lorraine : 2 800 emplois en moins

Les patrons des mines de fer de Lorraine viennent d'annoncer la suppression de 2 800 emplois dans les 6 années à venir. Vu la réduction de la production prévue, ils envisagent de poursuivre la réduction des effectifs à un rythme de quatre cent cinquante emplois par an. L'ensemble du personnel passera donc à moins de 5 000 personnes. Il y a 15 ans, les mines de fer de Lorraine employaient 25 000 salariés. Les patrons ont indiqué que ces réductions d'effectifs se feraient principalement par les retraites, y compris les retraites anticipées.

### Grèves sur les salaires

De nombreuses grèves pour les salaires se déroulent actuellement. C'est le cas aux Ateliers Kergroise et le Pen-Picaud, deux entreprises métallurgiques à Lorient où, depuis trois semaines, les travailleurs multiplient les débrayages quotidiennement, allant parfois jusqu'à quatre heures. En Ille

et Vilaine, à Vitry, ce sont 300 travailleurs de la fabrique de chaussures Noël qui sont en grève depuis la journée de lundi. Ils exigent une augmentation de 100 francs par mois et pour tous, la cinquième semaine de congés payés ainsi qu'une prime annuelle de 300 francs.

### Laboratoires Aubert occupés (Nancy)

## «MALGRÉ NOS BLOUSES BLANCHES, NOUS AVONS LES MÊMES REVENDICATIONS QUE LES OUVRIERS»

● Le 6 octobre, les employés du laboratoire pharmaceutique Aubert à Nancy, occupaient leur entreprise, et exigeaient 2 300 F minimum, l'amélioration de leurs conditions de travail. Nos correspondants de Nancy ont réalisé cette interview, dans laquelle les grévistes expliquent les objectifs et le fonctionnement de leur lutte. Ils entendent rester maîtres de leurs décisions, ils refusent toute ingérence, toute tentative de récupération.

— QdP : *Qu'est-ce qui vous a amené à déclencher cette grève ?*

— R : Essentiellement les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Nous avons déposé un cahier de revendications en février 77, mais le patron n'a jamais vraiment négocié. Il a fait traîner les choses, cherchant à provoquer la dispersion de notre section syndicale créée il y a un an. Nous avons quand même réussi à faire remonter le salaire minimum à 2 100 F et à obtenir une revalorisation des primes de garde, c'est un acquis.

— QdP : *Comment situez-vous votre action dans la situation actuelle des luttes ?*

— R : Il faut se rendre compte que le secteur des laboratoires privés est un secteur où les syndicats sont très peu développés et nous n'avons pratiquement pas de tradition de luttes. Nous souhaitons que notre grève serve aux autres laboratoires. Nous voulons obtenir une convention collective correcte. Hier avait lieu une réunion paritaire nationale qui n'a rien donné. Nous avons eu affaire à une caste de patrons médicaux particulièrement réactionnaires et il est très difficile d'obtenir quelque chose.

— QdP : *A l'heure où les maîtres de forge licencient 20 000 sidérurgistes, le secteur pharmacie est-il touché par la crise ?*

R : Notre secteur n'est pas directement atteint par la crise et les patrons de la santé privée font toujours plus de bénéfices sur le dos des travailleurs.

— QdP : *Comment se déroule votre grève ? Comment prenez-vous les décisions, par exemple pour l'occupation du jeudi 6 octobre ?*

— R : Ce sont les grévistes qui prennent toutes les décisions. Le secteur santé sociaux CFDT ne se substitue pas à eux, n'influe pas sur les décisions. Il a un rôle d'aide et de soutien. D'ailleurs les décisions sont presque toujours prises à l'unanimité. Il y a une assemblée

générale chaque matin, où presque tous les grévistes viennent et il y a un débat où chacun donne son avis.

— QdP : *Quels rapports entretenez-vous avec les non-grévistes ?*

— R : Il y a une dizaine d'employés qui ne sont pas en grève plus les cadres qui sont des pharmaciens : leur salaire est d'environ un million deux cent mille anciens francs par mois. Ils ont un rôle de chef. Mais nous avons le contact avec les employés non-grévistes.

— QdP : *Après plus de vingt jours de grève, comment voyez-vous l'issue de la lutte ?*

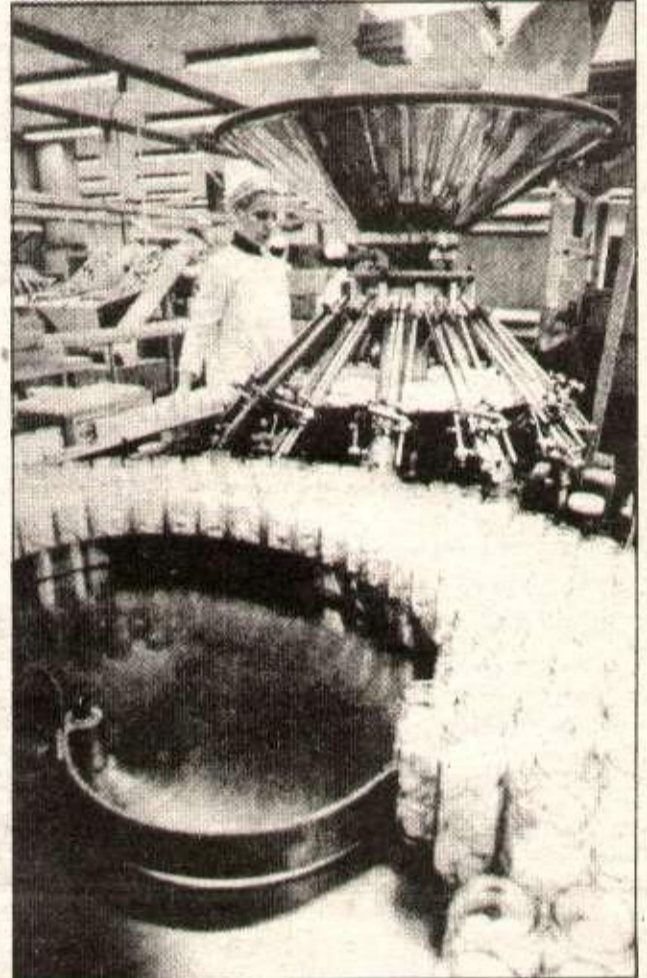
— R : Pour nous la question maintenant, c'est surtout de pouvoir rentrer la tête haute pour pouvoir reprendre la lutte par la suite.

— QdP : *Comment voyez-vous le soutien à votre lutte ?*

— R : Le comité de soutien n'a aucun rôle de décision. Celui-ci revient au comité de grève. Nous avons besoin qu'on popularise notre conflit. Il faut vendre les bons de soutien et les entrées pour le bal de soutien du samedi 15 octobre (21 heures, Salle des Fêtes de Tomblaine, Nancy). Nous cherchons à contacter le plus possible d'organisations syndicales et politiques afin qu'elles fassent des collectes. Dans les autres laboratoires de Nancy auxquels Aubert a distribué notre boulot, peu de gens nous soutiennent : c'est une ambiance assez réactionnaire et surtout il y a une répression incroyable. Mais dans l'opinion publique, parmi les travailleurs, notre grève est bien accueillie. Les ventes de bons de soutien, les chèques qui arrivent en témoignent, ce qui n'est pas négligeable, vu la situation politique de Nancy. Si notre grève est dynamique, alors le soutien sera lui aussi dynamique.

— QdP : *Comment reliez-vous votre combat à celui de la classe ouvrière ?*

— R : Nos revendications sont les mêmes que celles de la classe ouvrière : salaire minimum de



2 300 F, amélioration des conditions de travail. Il faut démystifier le fait que nous travaillons en blouse blanche. Nous sommes exploités comme les autres, nous avons tout à fait notre place dans les luttes. Nous nous considérons comme partie de la classe ouvrière.

— QdP : *Pensez-vous qu'un gouvernement Union de la gauche permettrait de satisfai-*

— R : Moi je ne le pense pas. Pour que notre situation change, il faut s'attaquer vraiment à la racine du système de la médecine, de la santé privée. Nous avons affaire déjà à un patronat parmi les plus réactionnaires et ça ne sera pas facile. Et je ne crois pas que le PCF — sans parler du PS dont il n'y a rien à attendre — veuille réellement changer ce système.

### En bref... En bref...

**Peugeot (Saint Étienne) : 63 ouvriers mutés à Lille**

leur est proposé d'être transférés dans une autre usine Peugeot... sans bien sûr que soit précisé où !

La fabrication de compresseurs à l'usine Peugeot de Saint-Étienne va être prochainement arrêtée. Elle sera transférée à la Compagnie Lilloise des Moteurs au cours de l'année 78. Quant aux travailleurs concernés, la direction a fait savoir qu'ils ne seraient pas licenciés, mais simplement mutés... à Lille. Pour mieux faire passer cette mesure qui concerne 63 travailleurs, la direction de Peugeot souligne, sans rire, que cette décision se fera par « étapes ». Au cas où les travailleurs refuseraient, il

**Phonogram : le disque arrêté**

Les ouvriers et ouvrières de l'entreprise Phonogram située à Antony (Hauts de Seine) se sont mis en grève illimitée. Ils exigent d'avoir la satisfaction des revendications : 200 francs d'augmentation uniforme pour tous, pas de salaire inférieur à 2 200 francs.

La direction se vantait depuis quelque temps d'avoir augmenté ses bénéfices de 20 %.

## LUTTES OUVRIERES

# LE PCF CONTRE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA VALLÉE DE RABODEAU

Ajors que la restructuration du textile bat son plein dans la vallée du Rabodeau aux frais des travailleurs (1 200 emplois supprimés en deux ans), le PS et le PCF tentent de faire patienter les travailleurs et leurs syndicats CGT et CFDT dans les entreprises concernées. Et cela se fait en bafouant ouvertement la démocratie syndicale !

Rappelons les faits :

Depuis les licenciements ou menaces de fermeture à la COPLAC (Quioux et la Petite Raon), à LECORCHE (Moyen-Moutier) et chez BOUSSAC, les travailleurs de la vallée avec leurs syndicats se sont mobilisés.

Lors d'une A.G. le 5 octobre étaient votés majoritairement le blocage de la vallée, ainsi qu'une grève de vingt-quatre heures. A ce vote, partici-

paient en plus des syndicats, des représentants des partis de gauche et des commerçants. La PCF avait voté pour.

Or à la commission «emploi» qui devait préciser le jour et les modalités de l'action, qui s'est tenue le 10 octobre, les représentants du PS et du PCF signalent qu'ils refusent ce vote sous prétexte «que les personnes présentes ne connaissent pas l'ordre du jour et n'étaient pas mandatées pour le vote de vingt-quatre heures de grève.»

Le représentant du PCF lors de l'A.G. se serait «fait taper sur les doigts». La nouvelle position du PCF, soutenue par le PS, lorsqu'il s'agit d'empêcher la lutte, est la suivante :

— Soutien éventuel à une grève d'un quart d'heure s'il est sûr que ce mouvement sera suivi par l'en-

semble des élus de la vallée (de gauche à droite) par les commerçants, par les profs du CES de Senones et une «grande majorité» de travailleurs des usines.

— Il serait préférable d'attendre la mi-novembre avant d'envisager quoi que ce soit pour ne «pas faire peur» aux industriels qui viendraient pour racheter LECORCHE.

— Bien qu'il laisse les syndicats prendre leurs responsabilités, «le PCF ne soutiendra pas n'importe quoi.»

Face à cela, les syndiqués présents à cette commission ont diversement réagi. Le représentant de l'U.L. - CGT lié aux révisionnistes a soutenu le PCF. Certains CFDT sont sortis en claquant la porte, d'autres ont démontré, soutenus par les syndicalistes CGT (représentants

d'entreprises) que c'était les positions du PCF qui n'étaient pas responsables et qu'il avait bafoué la démocratie syndicale en se moquant des résultats du vote de l'A.G. du 5/10/77.

Parmi les travailleurs de la vallée, la tendance est à l'offensive. «Après l'A.G., certains n'attendaient plus que soit décidé le jour de la grève et du blocage» dira un délégué CGT.

Faire grève vingt-quatre heures n'est intéressant pour les travailleurs qu'à la condition que cela serve à faire avancer la lutte et à coordonner les luttes dans la vallée. Que les élus et les commerçants participent c'est bien, mais ce n'est pas la seule garantie de la réussite !

Corr. SENONES

## SMN Caen

# 550 PRE-RETRAITES : UNE PREMIERE VAGUE

La Société Métallurgique de Normandie va ramener ses effectifs à 5 400 personnes d'ici juin 78. Elle se défend de licencier : la diminution d'effectifs se fera par toute une série de mises en pré-retraites à 56 ans et 8 mois, et à 54 ans pour les feux continus.

Déjà, en mars de cette année, la direction de la SMN avait annoncé que par le jeu du non-remplacement des départs, elle supprimerait 480 emplois en deux ans. Depuis décembre de l'an dernier, presque tous les services chôment un jour par semaine. En prenant cette nouvelle décision, elle veut adapter les effectifs à la production réelle d'aujourd'hui, et non à des prévisions basées sur les capacités de production. Le calcul qu'elle a fait donne 5 100 personnes nécessaires. Elle envisage donc de nouveaux licenciements déguisés en pré-retraites, si la conjoncture ne s'améliore pas. Ce qui risque fort de se passer.

Dans la région, le mécontentement est grand. La SMN passait pour le phare, alors que non loin de là, c'est la Saviem qui fait chômer pendant deux jours les deux tiers de son personnel, soit presque un mois de chômage technique en moins d'un an. Cela dans une région où le chômage est particulièrement développé : 25 865 chômeurs pour la Basse-Normandie, avec une forte proportion de jeunes, qui ne trouvent pas d'embauche, puisque beaucoup d'entreprises diminuent leurs effectifs en ne remplaçant pas les départs.



SMN : lors d'une grève en octobre 1974.

## Peugeot recrutait dans les cafés de Creil !

Il y a environ une quinzaine de jours que le trafic a commencé : deux hommes, après avoir fait le tour des cafés de Creil et de sa région, s'installaient dans l'un d'eux, rue Jean-Jaurès. Ils étaient sûr de pouvoir y rencontrer un très grand nombre de chômeurs et d'immigrés. Puis ils passaient une annonce dans un journal local, demandant d'urgence 500 OS pour le département du Doubs. L'annonce était signée de l'Agence d'Interim Nota.

Plus précisément, c'était pour l'usine Peugeot de

Sochaux. Les liens de Nota et de Peugeot ne datent pas d'hier. Malgré les conditions de cette «embauche» puisqu'il fallait partir tout de suite, sans aucune garantie de contrat, simplement pour une période d'essai d'une semaine, rares sont les chômeurs qui refusaient. Cinq cents familles, dans la détresse la plus totale, partirent donc pour Sochaux.

L'affaire fut rondement menée, puisque la nouvelle fut connue une fois que tout était fait. En quelques jours sans même avoir

besoin d'ouvrir une agence, Nota avait rempli son contrat avec Peugeot, profitant d'une situation qui pousse à accepter n'importe quelle proposition pour espérer se nourrir.

Cette agence n'en est pas à sa première affaire, elle a été plusieurs fois mise en cause, dans des ouvrages traitant des milices patronales, comme «Les truands du patronat», ou «Une milice patronale, Peugeot». Il semblerait en effet qu'elle recrute à la fois des O.S. pour l'usine de Sochaux et par ailleurs des «gros bras».

## Sopac (Beauvais) : Le «tout électrique» pour justifier les licenciements

145 travailleurs sur les 755 que compte la SOPAC (Société Parisienne de Charbonnage) située à Beauvais, sont sur le point de perdre leur emploi. La direction de cette entreprise spécialisée dans la fabrication de thermostats pour radiateurs électriques, pour mieux faire accepter ces licenciements prévus depuis longtemps a enfin trouvé, du moins le croit-elle, le moyen adéquat. Pour elle, en effet, ils sont la conséquence inévitable du projet récent du gouvernement d'instituer une taxe sur le «tout électrique». Pour économiser l'électricité, il faut donc réduire la production d'environ 20 % ! Les travailleurs refusent d'accepter ces licenciements et se préparent à la riposte.

## Bourgoin (Yonne) : 23 licenciements répressifs

En 1976, au printemps, les ouvriers des établissements Bourgoin à Challey, dans le département de l'Yonne, portaient en grève pour s'opposer au licenciement répressif frappant un militant syndical CFDT. En peu de temps, le patron acceptait de donner sa réponse à cette exigence... en licenciant 21 autres travailleurs. Il poursuivait en outre quatre autres grévistes pour «entrave à la liberté du travail !» Il réclamait pour couronner le tout, une amende de 191 121 F en «guise de réparation» ! Les tribunaux ont finalement exigé que lui soient versés 100 F de dommages et intérêts... pour mieux faire passer, pensent-ils, les 22 licenciements qui eux n'ont pas été supprimés ! La bataille continue.

## Ebra (machines agricoles) : embauche définitive des sous-contracts !

Ebra est une entreprise fabriquant des machines agricoles. Elle emploie quelques dizaines d'ouvriers. Il y a un an environ, le patron licenciant une partie du personnel car les affaires «marchaient mal». Les choses semblent aller mieux aujourd'hui, alors on embauche à tout va... mais avec des contrats à durée limitée, histoire de pouvoir licencier facilement pour remplir les commandes pressantes, le travail en équipe. Les ouvriers à l'appel de leur syndicat CGT ont cessé tout travail : outre qu'ils refusent le travail en équipe, ils exigent l'embauche définitive de tous ceux d'entre eux qui sont sous contrat, la cinquième semaine de congés payés et le 13<sup>e</sup> mois. Les tentatives du PDG de faire reprendre le travail par des pressions individuelles, ont été vouées à l'échec.

## Montefibre (St-Nabord) : journée «portes ouvertes» ce samedi

Les patrons de Montefibre continuent de faire traîner les choses en longueur, dans le but évident d'amener la lassitude chez les travailleurs. Les salaires du mois de septembre ne sont toujours pas versés : les travailleurs chargés de la marche au ralenti des installations, quant à eux, qui avaient reçu leur feuille de paye il y a deux jours, n'ont pas non plus touché d'argent. Le préfet des Vosges, Lamy, qui a reçu, en compagnie de l'inspection du travail, l'inter-syndicale, a donné un mois supplémentaire au comité d'entreprise pour «se consulter» et participer à la recherche d'une solution, ce qui bien évidemment ne fait pas avancer les choses d'un pouce.

Les «Montefibre» las de toutes ces tractations sans fin, invitent les travailleurs de la région des Vosges et plus largement à participer massivement à la journée «portes ouvertes» qu'ils organisent ce samedi, à l'usine de St-Nabord.

**POLITIQUE**

Manufrance

**Le maire de Saint Étienne ignore les licenciements**

«Il n'y aura pas de licenciements ni de démissions» déclarait il y a quelques jours la municipalité à dominante PCF de Saint Étienne : «En conséquence nous avons accompli notre mission» c'était après qu'elle ait donné son accord à la nomination du spécialiste du chômage Petit comme PDG de Manufrance. On sait que la ville de Saint Étienne est actionnaire dans cette entreprise et que, majoritaire, elle dispose du droit de bloquer les décisions.

Nous annonçons dans notre édition d'hier que le résultat ne s'était pas fait attendre et que Petit avait promis 3 jours après sa prise en fonction 9 semaines de chômage partiel jusqu'à la fin de l'année. A cela il faut ajouter dans la série de ce que le nouveau PDG appelle «les mesures sociales», le départ automatique à la pré-retraite des salariés âgés de plus de 56 ans et 8 mois. Cela concernerait 99 personnes cette année et 112 l'an prochain.

Par ailleurs, Petit a décidé de faire venir ses cerveaux avec lui «pour s'appuyer sur l'encadrement moyen». Son objectif est vieux comme le capita-

lisme : il faut, a-t-il dit «faire du chiffre d'affaires». Toutefois, l'Humanité nous apporte encore quelques précisions supplémentaires sur la manière dont le PCF présente les couleurs à avaler.

Ce journal reproduit la déclaration de Sanguedolce, le maire, à une réunion du conseil municipal. Celui-ci réussit le tour de force de ne parler à aucun moment du chômage et des mises obligatoires à la retraite anticipée !

Il se contente de dire que les autres plans proposés auraient entraîné des licenciements... Comme si la retraite anticipée et le chômage technique n'étaient pas une forme déguisée de licenciements. Ce n'est qu'en fin d'article non dans la bouche de Sanguedolce mais dans celle de Petit que le lecteur apprend que «731 personnes seront au chômage technique en 77»; c'est tout. «Manufrance ne sera sauvé qu'avec l'aide de l'Etat» a affirmé Sanguedolce. On est loin des déclarations démagogiques du genre «la classe ouvrière n'a pas à payer la crise» dont Sanguedolce ne se privait pas il y a quelque temps.

François MARCHADIER

Marseille : querelles PS-PC

**DANS LA QUERELLE PS - PC LES FAMILLES POPULAIRES : UNE MASSE DE MANOEUVRE !**

Profitant de la volonté de lutte légitime de ces locataires, le PCF ne pouvait manquer cette occasion pour tenter d'apparaître pour ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire «Le parti des pauvres» face à son partenaire socialiste. Se servant de ses militants à la direction de la Fédération du logement, implantée dans une trentaine de cités marseillaises, le PCF a voulu utiliser la colère des familles de ces cités pour envoyer, la veille du rendez-vous fixé par la municipalité PS, une forte délégation demandant à être reçue par un membre de la municipalité. Pour le PCF, il n'était pas très difficile de réunir quelques 200 personnes qui se sont toujours mobilisées pour faire pression sur Defferre et ses compères. Pour ces familles, il n'a jamais été question de «virage à droite» du PS pour la bonne raison qu'elle ne l'ont jamais placé «à gauche».

Comme prévu, affichant son mépris permanent envers tous ceux qui luttent, Defferre a refoulé cette «visite sauvage» avec l'appui des forces de police qui n'ont pas eu besoin de réprimer : les dirigeants de la CNL n'ayant à aucun moment voulu sérieusement faire céder Defferre. Après ce premier acte, il fallait passer au second. En effet, les familles ont été guidées jusque dans les locaux du groupe PCF au conseil municipal pour s'entendre dire qu'il fallait lutter pour un bon accord, «pour que l'union de la gauche se renforce dans la perspective d'un vrai changement.»

Defferre s'est indigné : «Cette tactique dénote une

conception assez particulière de la démocratie... On trouvait là les méthodes et certaines formes d'action du parti communiste qui n'hésite pas à chercher à exploiter toutes les situations sans tenir compte pour autant des intérêts des locataires...» Et d'affirmer sans rire que «la municipalité Gaston Defferre conduit les affaires au mieux des intérêts des catégories sociales les plus défavorisées» (III) et que «les communistes sont loin de faire aussi bien dans les communes qu'ils administrent... Si la gauche gagnait les élections du prin-

temps 78, la réforme des finances locales serait une de ces tâches majeures. Les communistes, qui proposent beaucoup lorsqu'ils ne sont pas responsables, feraient bien d'y réfléchir.»

Ce qui veut dire en clair que le PCF n'a pas intérêt à demander une trop forte baisse de la taxe d'habitation, qu'il devra faire appliquer sous le capitalisme version «Programme commun». Ce sur quoi PC et PS sont bien d'accord. En effet, si le PCF trouve «scandaleux que la taxe d'habitation ne tienne aucun compte des revenus», il ne remet pas en cause le principe de cet impôt dont l'existence est en elle-même un scandale.

Ainsi, profitant de cette situation, PC et PS cherchent à s'approprier les suffrages des plus démunis. Les familles populaires doivent refuser de choisir entre plusieurs aménagements de leur exploitation et se mobiliser contre cet «impôt sur le droit d'être logé» pour des conditions de logement décentes pour tous.

Robert RIVIERE

**AU PCF, LA DIRECTION REPREND EN MAIN LES MILITANTS**

Depuis que les réunions au sommet de la gauche ont capoté, chacun des deux principaux partis de gauche a des difficultés à convaincre sa base au moins en partie que c'est «de la faute de l'autre». Une récente réunion des secrétaires fédéraux du PCF avait montré que les réactions du type «On l'avait bien dit que l'accord avec les socialistes ne

donneraient rien de bon» ou «On en a marre de vos disputes, nous ne nous y reconnaissons pas» n'étaient pas rares à la base du PCF et chez les travailleurs qui faisaient autrefois confiance à l'Union de la gauche. Ceci est tellement vrai que Marchais a décidé de reprendre en main tout son parti ; d'ordinaire, quand il y avait des difficultés à

faire passer un nouveau virage, la direction du PCF se contentait de réunir les responsables de section. Aujourd'hui, ce sont tous les secrétaires de cellules qui vont «aller en stage» le 22 et 23 octobre «pour élargir le débat» dit L'Humanité !

D'après ce journal les débats qui ont déjà eu lieu «montrent que le parti est profondément uni autour

des objectifs rappelés par le comité central». Un minimum d'honnêteté aurait exigé d'être moins triomphaliste à l'heure où au contraire des militants du PCF rendent leur carte dégoûtés par des négociations qui leur apparaissent comme étrangères aux préoccupations des travailleurs. L'Humanité qui se refuse une fois encore à voir les choses comme elles sont fournies, en guise de démenti une liste d'adhésions dont nous extrayons le passage suivant :

«Ces derniers jours sont parvenus au siège du comité central, l'adhésion de médecins dont un responsable d'un syndicat de spécialistes universitaires, de nombreux chercheurs de laboratoires universitaires et de grands organismes tels le CEA et l'INSERM, de cadres et de techniciens et il en est de même dans les fédérations : 4 médecins, 2 techniciens et 2 chercheurs de la faculté d'Orsay, 2 cadres du Crédit lyonnais, 1 chercheur du CEA Grenoble, 1 cadre supérieur de l'ex-ORTF, un professeur de CHU, 3 cadres et 4 techniciens de la zone d'Orly, 4 techniciens et chercheurs d'Orsay et 3 au CEA Saclay.»

Un vrai poème de Prévert. Mais puisqu'on vous dit que le PCF est le parti des pauvres et des exploités...

François MARCHADIER

**«L'amélioration de l'emploi» Baisse des offres de 6,3 %**

Depuis un an, les offres d'emplois ont baissé de 6,3 %. Les demandes, elles par contre sont en constante augmentation : 23,2 % en moyenne, 31,2 % pour la région de Champagne-Ardenne, 28,8 % pour la Haute-Normandie, 29,1 % pour la Basse-Normandie, 29,1 % pour les pays de Loire. «Il s'agit d'une inadaptation entre les offres et les demandes» a toujours répondu la bourgeoisie, proposant depuis quelque temps, pour résoudre le problème, que les jeunes s'orientent plutôt vers les métiers manuels plus recherchés.

C'est certainement l'ensemble de ces données qui faisaient dire il y a quelques jours au gouvernement qu'on assiste à un «coup de frein» en matière de chômage actuellement !

**LE MÉPRIS**

On savait déjà que le PCF ne portait pas les travailleurs en très haute estime. L'Action, journal que les révisionnistes distribuent chaque mois dans les entreprises publiques dans son dernier numéro d'octobre, une bande dessinée tout à fait significative du mépris du PCF à l'égard de la classe ouvrière.

Ceux qui s'opposent aux nationalisations sont purement et simplement

assimilés à des éléments arriérés qui tiennent le balai aujourd'hui et qui s'imaginent qu'ils pourront devenir baron de l'acier demain. On peut lire dans la même page que les travailleurs ne veulent «plus être traités dans les entreprises comme des robots, qu'ils veulent avoir leur mot à dire». La petite bande dessinée de l'Action nous en dit long sur la manière dont les travailleurs sont traités par le PCF.



**téléphonez au quotidien 636 73 76**



Budget 78

# EN ROUTE POUR L'AUSTÉRITÉ

Et d'abord, Barre, comme à son habitude, est content de lui : «Le gouvernement accueille sans aucune émotion les commentaires de tout bord sur l'échec de la lutte contre l'inflation». Le professeur d'économie avait tracé pour objectif un taux de hausse des prix de 6,5 % pour l'année. Celui-ci, finalement, sera, selon les chiffres officiels, de 10 % environ, à peu près comme l'année dernière. Et Barre a signalé lui-même à l'Assemblée que «la hausse des prix des produits alimentaires (...) est la plus élevée que l'on ait constaté depuis vingt ans»: cette inflation-là, c'est celle qui pèse le plus directement sur les conditions de vie de millions de travailleurs, celle dont le premier ministre se soucie comme de sa dernière chemise.

De même, abordant la

● Ca va continuer. Ainsi pourrait se résumer l'orientation du discours de Barre devant l'assemblée nationale, qui présentait le projet de budget pour l'année prochaine.

question du chômage, il a eu le culot de déclarer que le gouvernement le «ressent profondément, surtout quand il atteint les jeunes». Résultat de ce sentiment «profond»: les chiffres officiels sont passés, selon Barre lui-même, de 945 000 à 1 160 000 depuis le début de l'année.

## RPR ET BUDGET

Sur ce terrain de l'emploi, aucune perspective n'est avancée dans le discours de présentation du budget. Mais Barre qui promet de «veiller à ce que la hausse des salaires du début à la fin de l'année 1977 n'excède pas 10 %», se fixe un objectif pour 1978: une inflation annuel-

le de 6,9 %. L'année dernière, à la même époque, on nous parlait de 6,5 % pour cette année. Les nouvelles promesses sont exactement les mêmes que l'année dernière, et on sait ce qu'il en est advenu. En dehors de ce maintien forcé de sa politique d'austérité, le premier ministre a polémique indirectement contre le RPR. Le rapporteur du budget, Papon, ancien préfet de police, qui appartient au parti de Chirac, avait en effet estimé: «Ce budget sera inévitablement réadapté après les échéances politiques». Barre a répliqué: «Le gouvernement, en fixant les orientations de la politique économique et sociale pour 1978, n'a pas limité son horizon aux seuls premiers mois de

1978, qui nous séparent des échéances électorales». Par ailleurs, il s'en est pris une fois de plus à Chirac, affirmant: «L'accroissement du nombre des demandes d'emploi, c'est le prix que notre pays doit payer à l'inflation passée». C'est-à-dire à la politique menée par les gouvernements précédents, ceux de Chirac. Au passage, Barre avait attaqué également le «protectionnisme», tendance défendue par un autre RPR, Debré.

Pourtant, les députés RPR ont applaudi le discours du premier ministre: à l'heure où la «majorité» tente de donner le visage de l'unité, face aux déchirements de la gauche, ils ne pouvaient pas faire moins; mais le premier ministre de Giscard ne perd rien pour attendre...

Jean LERMET

## Assises du CNPF

# LA 3<sup>e</sup> CARTE DU PATRONAT

La mobilisation du patronat à l'approche de 78 ne se dément pas. Non une mobilisation pour trouver des emplois pour les jeunes ou de nouveaux débouchés à l'exportation, mais une mobilisation sur le plan politique. Celle-ci se fait sous diverses formes: il y a bien sûr l'aide directe aux partis politiques de droite, et le fameux «milliard au patronat» a facilement trouvé ses destinataires. Il y a aussi la mobilisation propagandiste, qui s'exprime à travers des associations comme l'officine gouvernementale «association pour la démocratie» de Bassi, ou bien au travers de la bataille qui fait rage dans la presse (à preuve *J'informe* ou le *Figaro dimanche*). Mais les patrons, et même les plus importants d'entre eux, montent aussi eux-mêmes en première ligne pour vanter les «mérites» de leur action dans la société, et partant, les «mérites» du «capitalisme libéral».

## A LA TÊTE D'UNE CROISADE

Le CNPF est bien sûr à la tête de cette croisade, mais il n'est pas le seul: on voit depuis quelque temps fleurir les colloques du type «économie et libertés»,

● Les 4<sup>e</sup> assises du CNPF s'ouvrent samedi, par deux discours de Ceyrac et Raymond Aron. Pendant 2 jours, le patronat français va employer les grands moyens publicitaires, à coup d'expositions, de projections de films, de cocktails et de démagogie, tout cela sous le titre: «Mieux comprendre pour mieux vivre».

comme celui qui s'est tenu les 26 et 27 septembre dernier, ou les feuilles telles que «les quatre vérités» animées par Drancourt et 3 patrons, ou «l'inform'ethic» (sic) organe du «mouvement des entreprises de taille humaine industrielles et commerciales».

L'action entreprise directement par le patronat vaut que l'on s'y arrête, car elle interfère directement avec la situation politique. Il faut remarquer en effet que la critique du programme commun, si elle existe (parfois pertinente), n'est pas l'essentiel. Les patrons ne se contentent pas d'être sur la défensive, ils contre-attaquent en vantant les mérites de la libre entreprise, de la libre concurrence, et du bienfait des chefs d'entreprises. C'est que pour eux, et quel que soit par ailleurs leur soutien aux partis de droite, le choix qui va se profiler après 78 pourrait bien être un choix de société: ou bien le capitalisme reste tel qu'il est, et alors il faut le

«dynamiser», ou bien on passe au capitalisme d'État, avec tout ce que cela suppose de restructuration dans la bourgeoisie, de changements de PDG, etc.

## POUR L'ÉLECTORAT

C'est sur ce terrain qu'a choisi de se battre le patronat, et il n'y a qu'à voir les thèmes choisis par le CNPF pour ses journées annuelles, pour se rendre compte à quel point il y a mobilisation: pas moins de 100 patrons feront des exposés ou animeront des débats sur la «communication dans l'entreprise», la «formation», l'«amélioration des conditions de travail», l'«aménagement du temps de travail», «le rôle de l'encadrement» et

«le bilan social». Trois idées essentielles doivent ressortir de ces différents exposés, selon les vœux de Ceyrac: un bilan positif, de l'action du patronat, les possibilités qui s'offrent aux patrons de réformer les choses pour insuffler un nouvel élan aux entreprises françaises, ce qui bien sûr fait totalement fi de la crise et en filigrane, comme troisième point, la nocivité des mesures du programme commun, plus particulièrement des mesures préconisées par le PCF.

L'entrée à ces journées sera libre, et là non plus ce n'est pas un hasard: il importe pour le patronat de faire connaître largement ses positions.

En fait, et pour la première fois, les assises du CNPF ne s'adresseront pas principalement aux patrons, mais bien à l'électorat, dont ces couches moyennes qui aujourd'hui peuvent être hésitantes.

Nicolas DUVALLOIS

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication: Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire: 56 942

## «L'unité» renouvelle sa façade

Avant...



... Après

«Un nouveau visage, une présentation que nous espérons plus attrayante, un contenu enrichi», telle est la manière dont la nouvelle formule de *L'Unité*, l'hebdomadaire du parti socialiste, se présente elle-même. Le lecteur paiera un franc de plus pour voir quatre pages de publicité supplémentaires. Sur 38 pages que compte dorénavant l'hebdomadaire, il faut compter dans le premier numéro six pages de publicité.

La dernière page, qui selon l'ancienne formule était réservée à la rubrique de Mitterrand, «Ma part de Vérité» est maintenant consacrée à la publicité de Ricard. La rubrique de Mitterrand passe en page intérieure. Cette rubrique, fidèle à la ligne de conduite actuelle que s'est fixée Mitterrand ne traite pas des contradictions à l'intérieur de la gauche mais de la vie du premier responsable hongrois, Kadar! Relater les confidences de Kadar au secrétaire du PS, sert à suggérer la «stature d'homme d'État» qui serait reconnue internationalement à Mitterrand.

La couverture à la «une» présente une caricature peu complaisante pour Barre. En page 5, nouvelle caricature du même Barre, sur une pleine page. Ce qui correspond à la volonté actuelle de Mitterrand de se dédouaner de l'accusation de «virage à droite» portée par Marchais.

## Encore Barre et Baridon !

Le 12 octobre à Grenoble, Chirac est revenu sur la circonscription de Barre. Il a déclaré les choses suivantes qui ne manqueront pas de réjouir Barre: «Nous avons dit à M. Barre que s'il voulait une circonscription à Lyon, nous nous ferions un plaisir de la lui offrir».

«J'ai demandé à M. Joxe d'aller voir M. Barre en lui proposant M. Baridon comme suppléant. C'est nous qui donnons la circonscription et c'est l'une des meilleures de France, il est normal que ce soit nous qui annonçons la nouvelle».

Une manière de suggérer que si Barre n'avait pas une des meilleures circonscriptions de France, il ne serait peut-être pas élu. Barre n'a toujours pas fait savoir s'il accepterait «son» suppléant.

## Ceyrac l'incompris

«Nous avons été mal compris» a déclaré Ceyrac sur Europe 1. «Nous sommes les moteurs du changement, nous avons fait un immense travail».

Il a rappelé: «Il n'y a pas de contradictions entre Barre et nous; l'austérité est une chose, nous apportons notre contribution à l'effort du premier ministre».

«L'idéal est que chaque homme devienne son propre autogestionnaire», déclarait-il dans une interview le matin même au *Figaro*.

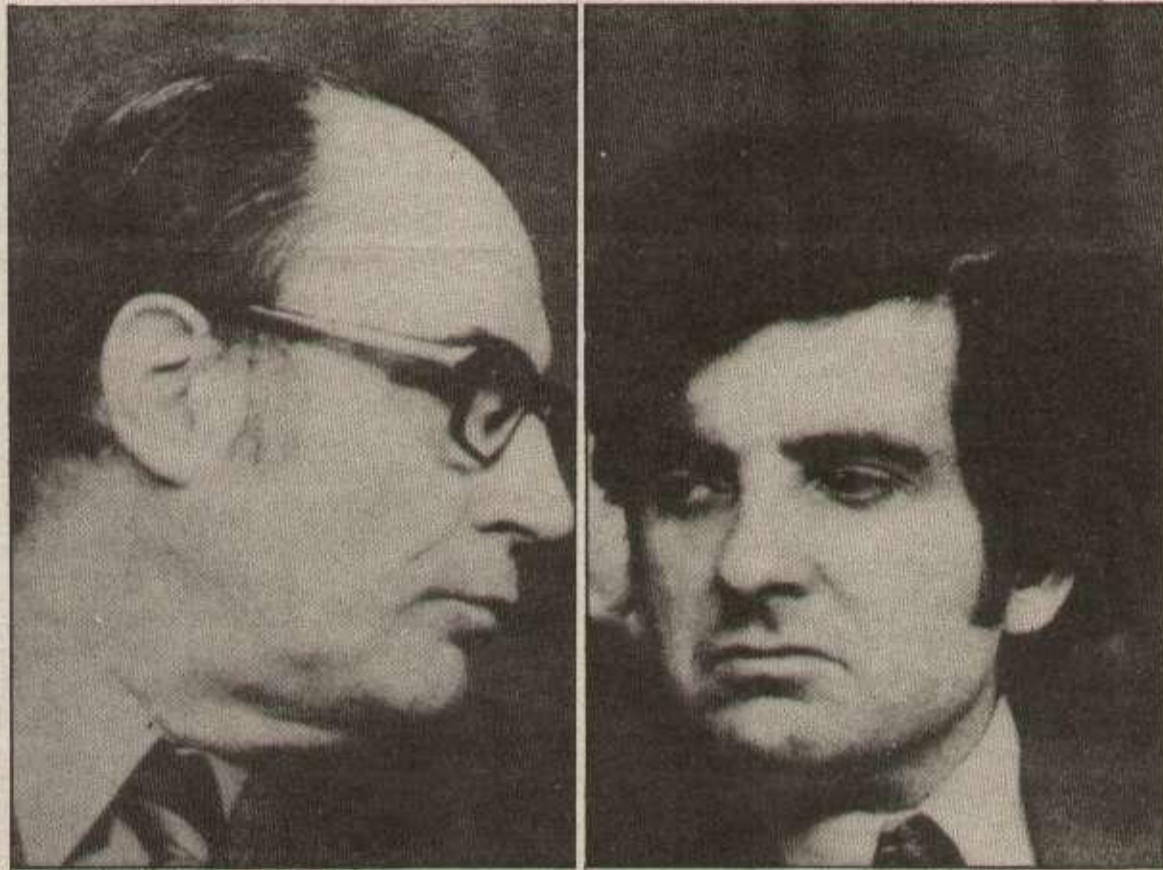
## POLITIQUE

## LA GAUCHE INSTALLÉE DANS SA CRISE

● Les partis de gauche font leur compte. Après la rupture de la nuit du 22 au 23 septembre, PS et PCF s'installent durablement dans la crise. Chacun des partis a défini sa tactique pour les trois mois à venir et vise, moins à reprendre le dialogue avec son partenaire qu'à rassurer sa clientèle électorale et ses propres rangs. Nous faisons le point dans cette page sur la tactique suivie par le PS et nous reviendrons prochainement sur celle du PCF.

## CERES - Mitterrandistes, la réconciliation factice

Par François MARCHADIER



### Nationalisations

#### Les propositions du comité directeur

##### ● Sidérurgie

L'État disposera de 70% du capital et « au vu des résultats de ce plan, le gouvernement pourra proposer au parlement l'appropriation sociale intégrale ».

##### ● Droits des travailleurs dans le secteur public

« Les mêmes droits que ceux qui sont en vigueur dans le secteur public seront appliqués dans les entreprises où la puissance publique deviendrait majoritaire (...) ».

##### ● Création des conseils d'ateliers et de service

But : « associer les travailleurs aux décisions » dans les entreprises nationalisées ou contrôlées à plus de 50%.

##### ● Minorité de blocage :

« Dans les filiales où subsisteraient des actionnaires privés minoritaires, un projet de loi modifiant certaines dispositions telles que les minorités de blocage (...) sera déposé (...) ».

Les deux derniers points méritent commentaires :

— Le premier : les conseils d'atelier est en fait une grossière entreprise de rapprochement avec la CFDT quelques semaines plus tard mais identique à celle du PCF.

— Le deuxième sur les minorités de blocage est une « ouverture » en trompe l'œil dans la mesure où prenant 70% des parts dans la sidérurgie, et c'est surtout là que le problème pouvait se poser, l'État s'évitait de voir son action entravée par la minorité de blocage.

Après la tenue du Comité directeur du week-end dernier, les commentateurs soulignaient généralement l'unanimité retrouvée du PS, de sa minorité CERES et de sa majorité autour de Mitterrand. L'élaboration en commun de la motion de ce comité directeur qui reprenait en les complétant les propositions socialistes du 22 septembre, l'annonce de la tenue de la conférence nationale de novembre accompagnée d'une motion unique de la minorité et de la majorité, étaient en fait les seuls éléments avancés à l'appui de cette thèse qui se trouvait confortée par les déclarations de certains membres du CERES à la sortie de cette réunion du Comité directeur déclarant : « Le PS a fait la preuve qu'il était bien ancré à gauche. (...) Mitterrand est sincèrement unitaire. »

En fait cette appréciation ne semble nullement conforme à la réalité. Au delà d'un certain nombre de nuances d'appréciation, tous les dirigeants de la majorité du PS ont indiqué assez nettement la voie qu'ils entendaient suivre. « Les socialistes et les radicaux de gauche doivent-ils, peuvent-ils passer outre et tenter de gouverner la France ? » demande Pisan pour répondre aussitôt : « Oui, les socialistes et les radicaux de gauche doivent et peuvent passer outre et gouverner la France, mais dans le droit fil du programme commun ». Propos marginal d'un rallié provisoire au PS transfuge des anciens gouvernements gaullistes ? Cela semble difficile à soutenir alors que d'autres dirigeants de Deferre à Mermaz en passant par Estier ont tenu dans la période des propos similaires. Martinet par exemple exprime assez bien l'option que les socialistes sont prêts à prendre : « Les communistes redoutent paraît-il que les socialistes aillent seul au pouvoir. Ce n'est certes pas leur intention et ce ne serait ni sage, ni raisonnable. Mais admettons un instant qu'il en aille ainsi. Que ferait le gouvernement socialiste homogène dont le spectre soulève tant de crainte ? Il commencerait

par nationaliser les banques, et les neuf groupes industriels désignés par le programme commun. Comment réagirait le PCF devant une telle politique (...) Pourrait-il prétendre un seul instant qu'il s'agit d'un remake du plan Barre ? Ne serait-il pas obligé au contraire de soutenir le gouvernement socialiste ? » En disant cela, Martinet montre pour le compte du PS, nettement plus que le bout de l'oreille. Se faire élire avec les voix du PCF au second tour, gouverner sans ce dernier, en le contraignant cependant à soutenir le gouvernement au moins pendant une certaine période, puis rompre avec le PCF et se tourner vers les partis giscardiens et centristes, voilà le cheminement qu'est prêt à suivre le PS, et dont pour l'instant Martinet n'a dessiné que la première étape avec une franche désinvolture : « Mais admettons un instant qu'il en aille ainsi ». Pourquoi tout ce cheminement, un peu tortueux ? Parce que la rupture définitive avec le PCF ne peut intervenir, aux yeux des dirigeants mitterrandistes, qu'au terme d'un processus graduel, qui préserve à la fois l'essentiel du capital militant électoral du PS, en faisant porter la responsabilité de cette rupture au PCF.

D'où l'insistance de Mitterrand à réclamer à ses amis qu'ils ne fournissent au PCF aucun prétexte en faisant des déclarations intempestives sur les nouvelles majorités qui pourraient se constituer après 78 : ils se contenteront de déclarations sur le gouvernement socialiste homogène. D'où l'insistance de Mitterrand à réaffirmer, pour l'instant, l'encrage du PS dans l'Union de la gauche : on laisse simplement entendre que l'union pourrait fort bien rester unijambiste. D'où la volonté de Mitterrand de réaffirmer l'unanimité de son parti et de limiter actuellement ses affrontements avec le CERES : on ne revient de toutes façons en aucune manière sur le congrès de Nantes et les divergences qu'il avait mises en lumière, simplement on ne les met pas au premier plan aujourd'hui.

### L'ATTITUDE DU CERES

Quel jeu joue le CERES face à cette éventualité ouvertement envisagée par le courant majoritaire du PS.

On se doute que cela ne lui convient pas du tout. Aussi Chevènement affirmait à Belfort au lendemain de la rupture : « L'idée que le parti socialiste pourrait, à la faveur d'un succès électoral, appliquer seul sa version du programme commun, est une dangereuse illusion ».

On remarquera cependant une certaine discrétion de ce courant dans la période qui s'abstient de déclarations trop guerrières. Telle n'était pas son habitude. Faire des déclarations dans la période l'obligerait conformément à ses affinités à prendre plus ou moins ouvertement position pour Marchais, ce qui serait quand même un peu gênant pour développer un travail de grignotage dans la majorité. Le CERES profite donc du besoin de Mitterrand de réaffirmer l'unanimité de son parti pour parler au plus haut des instances dirigeantes. « Nous avons obtenu des garanties sur le pilotage du parti dans les semaines à venir », déclarait un membre du CERES à la sortie du comité directeur. « Bien sûr notre proposition de congrès extraordinaire ne pensait pas qu'elle serait acceptée et de toute manière nous avons obtenu qu'un point sur la situation politique soit rajouté à la convention nationale du mois de novembre qui devait uniquement ratifier les candidatures pour les législatives. Cette convention sera préparée dans toutes les sections par un débat dans lequel nous pourrions défendre nos positions ; d'ailleurs en proposant ce congrès nous voulions juste montrer que nous sommes les plus démocrates, que nous n'avons pas peur du débat politique ».

Alors cette convention nationale et cette motion du Comité Directeur votée à l'unanimité, une grande victoire du CERES ? Non, puisque Mitterrand en tire autant d'avantage. Et imagine-t-on ce que L'Humanité aurait écrit si l'accord ne s'était pas fait lors du dernier « parlement » du PS ? Sans aucun doute que « cela

vérifiait bien ce que Marchais avait affirmé « il y a un virage à droite du PS, même la minorité de ce parti le dit ». C'est là un premier succès pour Mitterrand qui par ailleurs ne peut se permettre d'aller à la bataille de 78 avec un parti par trop désuni, qui ne peut se permettre au moment où il est attaqué de toute part d'ouvrir un nouveau front. Quand le CERES affirme que l'unanimité du dernier C.D. est la sanction d'un nouveau rapport de force à l'intérieur du PS, il prend ses désirs pour des réalités ; en effet, même si à tel ou tel endroit, le CERES peut en effet se targuer d'avoir imposé son candidat aux législatives contre celui de Mitterrand, il n'en reste pas moins que le CERES est extrêmement déséparé dans la période. Comme l'un d'entre eux affirmait qu'à son avis « il n'y aura pas de programme commun signé » et que nous lui demandions si c'était là l'analyse de tout le CERES, il répondit : « Non, il n'y a pas d'analyse précise à ce sujet ; on pédale un peu dans la choucroute ; à vrai dire chez nous en ce moment il y a surtout les optimistes et les pessimistes ».

Quoiqu'en dise le CERES, c'est surtout Mitterrand qui est le bénéficiaire de l'unanimité réalisée autour de la motion du comité directeur. Le contenu de celle-ci (comme on peut en juger ci-contre) ne témoigne rien de vraiment nouveau par rapport à ce que les négociateurs PS avaient proposé lors de la dernière réunion qui a fini comme on sait, si ce n'est cette malheureuse phrase sur « les minorités de blocage ».

### RIEN DE NOUVEAU

Non décidément, il ne faut rien attendre de nouveau dans les temps qui viennent du côté du PS qui sait bien que quoiqu'il propose, le PCF le rejettera pour l'instant comme nul et non avenu en déclarant « qu'on est loin du compte ». Le PS sait que le PCF ayant mis en route sa lourde machine propagandiste rien ne l'arrêtera avant la date prévue au mois de décembre, à moins qu'il ne s'essoufle.



## Yougoslavie

# NON ALIGNEMENT ET PÉNÉTRATION IMPÉRIALISTE

● Pays en voie de développement, la Yougoslavie a largement participé à l'organisation du mouvement des «non-alignés». En 1961, la conférence de Belgrade préparait le premier regroupement de pays non-alignés au sein de l'ONU, regroupement qui allait jouer un grand rôle pour transformer cette organisation d'instrument des Américains qu'elle était encore au début des années 60, en tribune des pays du Tiers Monde qu'elle est en partie devenue. Les mouvements de libération nationale ont reçu un soutien effectif de la part du régime yougoslave, qu'il s'agisse des mouvements de libération en Asie du Sud-Est, de l'OLP, ou des mouvements des peuples d'Afrique Australe. La participation au mouvement des non-alignés, la participation à l'élaboration et à la défense des revendications économiques du Tiers Monde ont permis au régime yougoslave d'asseoir une relative indépendance. Mais cela ne l'a pas mis à l'abri des pressions grandissantes exercées par les puissances occidentales et l'URSS, qui essayent de trouver dans le régime, des appuis.

Depuis le début des années 70, le déficit commercial de la Yougoslavie équivaut à près de la moitié de la valeur de ses importations. Il est compensé en partie par les devises que fournissent les travailleurs émigrés, et par le tourisme. Mais le déficit commercial crée l'obligation pour la Yougoslavie de trouver sans cesse de nouveaux marchés extérieurs.

## DÉSÉQUILIBRE DES ÉCHANGES

Ce déséquilibre des échanges est inégalement réparti : il est de plus des 2/3 pour l'Allemagne fédérale qui venait jusqu'en 1976 en tête des partenaires économiques, il en est de même pour la CEE dans son ensemble et notamment pour la France. Par contre, le commerce avec les pays de l'Est, surtout avec

l'URSS donnait une balance équilibrée, voire à l'avantage de la Yougoslavie. Profitant de cela, l'URSS a encouragé un courant économique en sa direction qui l'a placé en tête des partenaires économiques, depuis 1976... Si un tournant paraissait pris en faveur de l'URSS à partir de cette date, il n'en reste pas moins que les pays occidentaux et notamment la CEE absorbent toujours près des 2/3 des exportations yougoslaves. À partir de l'année 1976, les pays occidentaux réactivèrent leurs liens avec la Yougoslavie pour compenser le forçage soviétique.

## DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

L'une des solutions apportées au problème de déséquilibre des échanges a été le développement des investissements étrangers. Des projets industriels furent lancés. Depuis 1967, les entreprises occidentales peuvent investir en Yougoslavie, jusqu'à concurrence de 49,9% du capital des entreprises ainsi créées. Elles peuvent réaliser des profits et rapatrier leurs bénéfices. Les entreprises créées ont été pour l'essentiel des industries légères, de vêtements, de chaussures, de meubles, et des industries automobiles, qui alimentent les principaux postes d'exportation. Pour une part, les entreprises occidentales ont profité de la main d'œuvre bon marché, pour produire à bas prix des marchandises dont elles entendaient écouler une partie sur le marché occidental.

Par Grégoire CARRAT

## LE PLAN ÉNERGÉTIQUE

En 1974, la décision était prise de réorienter l'économie. Le plan yougoslave pour 1976-1980, prévoit que les ressources du pays comme le charbon, qui n'est exploité qu'à 47%, soient mises en valeur pour réduire la dépendance énergétique. Le plan prévoit également la création d'infrastructures industrielles qui réduisent la dépendance en produits semi-fabriqués, chimiques ou sidérurgiques, ainsi qu'en machines. Mais, en même temps, une forte partie de ces entreprises sont tournées vers l'exportation pour compenser le déficit commercial qui va se prolonger.

## DES LIENS DE DÉPENDANCE QUI SUBSISTENT

Mais à lui seul, ce plan ne résout pas les problèmes de l'économie yougoslave où s'affirment les pressions des deux super-puissances : les entreprises mises en place le sont avec l'aide du capital étranger aux mêmes conditions qu'auparavant comme c'est le cas pour le gros complexe chimique installé et contrôlé à 49% par la Dow Chemical. Et l'Union soviétique a développé des formes dites de «coopération» poussées, dans le domaine des tracteurs, de l'automobile, du nucléaire.

Le système yougoslave qui repose sur une exploitation intense des travailleurs, a conservé des liens de dépendance qui subsistent et dont USA et URSS essaient de tirer parti.

## En bref...En bref...

### Nigéria-USA :

Le général Obasanjo, chef de l'État du Nigéria, effectue la première visite d'un chef d'État nigérien aux USA. Dans six semaines, Carter doit effectuer le premier voyage d'un président US dans un pays d'Afrique Noire. Carter cherche dans le pays le plus peuplé d'Afrique, et le plus riche, grâce à son pétrole, un appui pour sa politique africaine, en nouant des relations privilégiées avec lui. Concernant le plan anglo-américain pour le Zimbabwe, Obasanjo a déclaré qu'il pouvait servir «de bases à des négociations mais que la lutte armée était juste et la condition du succès». Les deux chefs d'État ont également discuté des prix du pétrole : le Nigéria fournit 20 % des importations US, c'est le second fournisseur des USA qui absorbent ainsi 60 % de sa production. Carter a demandé à Obasanjo de tenir compte de l'impact qu'aurait à travers le monde une hausse du pétrole. Obasanjo a répondu qu'il «en tiendrait compte». L'un des aspects les plus importants des possibilités dont disposent les USA, est que le gouvernement nigérien favorise les investissements privés, dans le développement desquels les USA fondent leurs espoirs pour leur politique en Afrique. La visite doit s'achever par la conclusion des plus grandes livraisons jamais effectuées au Nigéria par les États-Unis.

## Résultats de la politique de Carter : pas de réduction des ventes d'armes

Les premiers résultats de la politique de Carter ont été présentés par la documentation du Congrès américain. Selon ses observations, «en dépit des intentions affichées et répétées de la nouvelle politique, les ventes d'armes continuent de jouer un rôle très important dans la poursuite de la politique étrangère et dans les objectifs de sécurité». Le rapport souligne que des ventes d'armes ont été prévues pour des pays nouveaux, la Somalie, l'Égypte, le Tchad ainsi que l'Arabie Saoudite et le Soudan, et qu'une aide de 1,86 milliard de dollars est prévue pour la Corée du Sud. Les refus sont : refus de vendre 110 avions A 7 au Pakistan, refus de vendre 250 F 18L à l'Iran et refus d'accepter la vente de Kfir israéliens à l'Équateur.

## Chômage et inflation : le sort des masses

La réalité de la situation des travailleurs en Yougoslavie est présentée souvent comme modèle de «socialisme», a été perçue en Europe par l'afflux d'un million de travailleurs immigrés, chiffre auquel était parvenu en 1973 l'émigration engagée sur une grande échelle à partir de 1965. 100 000 d'entre eux sont rentrés au cours des années 74-76 par suite des mesures d'expulsion des pays occidentaux en crise à l'encontre des travailleurs immigrés. Malgré l'importance du nombre de Yougoslaves se trouvant hors de chez eux, le taux de chômage en Yougoslavie reste officiellement supérieur à 10% de la population active, il était de 11,4% en 1976. En fait, le chômage est supérieur : d'abord parce que plusieurs dizaines de milliers de chômeurs, assure la presse yougoslave, ne se font pas inscrire au chômage, sachant qu'ils ne trouvent pas de travail, ensuite parce qu'il existe un chômage latent dans les campagnes.

Au chômage s'ajoute l'inflation chronique. De 70 à 73 les prix ont augmenté de 62%, la plus forte augmentation d'Europe. En 74, tous les produits de première nécessité ont été augmentés ; pour le pain de 28 à 54%. En 75, l'inflation était de 25%, et de 12% en 1976 en raison des mesures prises pour réduire le volume des importations. «La hausse constante des prix peut provoquer des troubles

sociaux» ont écrit les syndicats à Tito. De 1968, date de la première grève recensée en Yougoslavie depuis l'établissement du régime, à 1972, il y eut 3 000 grèves recensées. Les 3/4 mettaient en avant des revendications de salaire. En 1972, la persistance des grèves obligea le gouvernement à reconnaître le droit de grève. En 1976, le président des syndicats yougoslaves signalait de nombreux arrêts de travail au moment où le gouvernement s'appropriait à faire entrer en application un nouveau code du travail qui restreint de fait le droit de grève, et affirme que tout conflit doit être réglé par l'intermédiaire des syndicats.

Si les ouvriers ont vu leur pouvoir d'achat brutalement touché par l'inflation, ils avaient également sous les yeux l'enrichissement considérable d'une minorité de privilégiés. À côté des scandales financiers et de la chasse aux millionnaires, les écarts restaient légaux, eux qui attribuent aux ingénieurs, médecins, artistes, professeurs d'université et directeurs d'entreprise ainsi qu'aux grands footballeurs, des salaires de 10 à 20 fois supérieurs à celui d'un ouvrier.

Le système yougoslave, dit «d'auto-gestion» a conduit en fait à la formation d'une bourgeoisie, dont le sort est lié aux relations qu'elle entretient avec les puissances capitalistes ou social impérialistes.

## Moscou, Prague : Nouveaux procès contre les dissidents

Pendant qu'à Belgrade, les participants à la conférence sur la «sécurité» en Europe, palabrent sur les «droits de l'homme», la répression niant tous droits démocratiques, continue de s'abattre dans les pays est-européens.

### UN AN DE CAMP DE TRAVAIL À RÉGIME SÉVÈRE

C'est la sentence que vient de prononcer le tribunal de Moscou contre Félix Serebrov. Officiellement, il est condamné pour «utilisation de documents falsifiés» parce que le document rédigé par ses employeurs successifs, selon la règle scandaleuse du fichier contrôlant strictement chaque travailleur, ne mentionnait pas une condamnation à 2 ans de prison, qu'il aurait eue en 58 pour «bagarre». Le motif, relevant en URSS du droit commun, qui est ainsi mis aujourd'hui en avant, pour envoyer Serebrov en camp, n'est en réalité qu'un prétexte. Félix Serebrov est membre d'un

«groupe d'étude sur l'utilisation abusive de la psychiatrie» en URSS, et, comme il l'a souligné lui-même au cours de son procès, sa condamnation s'inscrit dans une pratique de plus en plus coutumière des autorités soviétiques, qui consiste à multiplier les procès de droits communs contre les dissidents, pour les intimider et les isoler en tentant de les déconsidérer dans l'opinion publique.

### PRAGUE : CONTRE TOUTE LIBERTÉ D'EXPRESSION

C'est lundi prochain que doivent être jugés à Prague 4 opposants dont 3 sont signataires de la charte 77, l'un est un ancien membre du comité central du parti révisionniste au pouvoir. Ils seront jugés pour «subversion de la République». Jiri Lederer est journaliste, un autre, Ota Ornest, est metteur en scène, tous deux sont détenus depuis janvier, les deux autres actuellement encore en liberté, Frantisek Pavlicek et Václav Havel,



Prague : une réunion de dissidents tchèques avec des journalistes hollandais. Parmi eux, Jan Patocka, signataire de la Charte 77, et un des victimes du régime.

sont écrivains. Ils sont tous accusés pour avoir envoyé des œuvres littéraires et des articles à l'étranger. Les défenseurs de la Charte 77, qui ont alerté l'opinion mondiale du danger de voir le procès se dérouler presque à huis-clos, déclarant notamment : «Le procès qui se prépare est inique du point de vue humain, moral et culturel. Si les

accusés devaient être condamnés, ce serait une violation patente du traité international ratifié par la Tchécoslovaquie sur les droits civiques et politiques». Une violation qui est dans la nature même du régime des nouveaux bourgeois de Prague et de Moscou, et qui est pratiquée quotidiennement à l'abri des tanks de l'occupant soviétique.

## INTERNATIONAL

## Conférence internationale sur l'impérialisme culturel

Une conférence sur l'impérialisme culturel est réunie à Alger pour trois jours. Les différents thèmes abordés par cette conférence sont : «*Les appareils culturels de l'État impérialiste, la technologie et la dépendance culturelle*», «*la présence impérialiste dans les moyens de communication*», «*les expériences de lutte pour la culture populaire*», etc... La dernière journée sera consacrée à la «*domination linguistique*». La conférence veut faire le point de la pénétration culturelle impérialiste dont l'un des aspects les plus spectaculaires est, comme le dénonçait, au cours de la première journée, un professeur américain, «*ce marketing de choc, prenant appui sur un réseau mondial de distribution, qui permet aujourd'hui aux sociétés américaines de pénétrer en profondeur tous les marchés du monde, et cela, malgré les restrictions de toutes sortes qui lui sont opposées*».

## Sahara : le bilan du 15 août au 15 septembre

Le ministère de la Défense de la République arabe sahraouie démocratique a publié mardi le bilan des combats menés dans la période du 15 août au 15 septembre. Les combats ont été particulièrement nombreux sur le front nord, à Tifariti, Haouza, au nord d'El Aioun et Bojador, mais également en territoire marocain. La garnison de Tah a été attaquée le 18 août ; d'importantes concentrations de troupes à M'sied ont été harcelées le 13 septembre. Le communiqué signale également que le soldat marocain de deuxième classe Benhocine a rejoint les forces du front dans la région de Tifariti où les combattants menaient des opérations. Sur le front sud les opérations ont été très nombreuses également. Certaines positions des occupants comme celle d'Ireif, ont été nettoyées. Au total, il y a eu 199 tués et 18 prisonniers sur le front nord et 230 tués et 89 prisonniers sur le front sud.

## OPEP : augmentation du pétrole nécessaire

Un séminaire regroupant des représentants des compagnies pétrolières des pays producteurs et des représentants des compagnies occidentales, organisé par l'OPEP, a conclu qu'une augmentation des prix du pétrole était nécessaire. Le représentant de la compagnie algérienne Sonatrach a notamment déclaré : «*Il n'y a qu'une seule limite aux prix du pétrole, celle du coût d'accès, à long terme, aux sources alternatives d'énergie*». Ce qui équivaudrait à un prix de 24 à 30 dollars le baril d'ici 1985 au lieu de 12,7 dollars le baril aujourd'hui. Les experts réunis à Vienne ne se sont cependant pas mis d'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour organiser cette augmentation.

## Un convoi des forces racistes détruit

Un convoi de camions des forces racistes rhodésiennes est tombé mercredi dans une embuscade tendue par les forces de libération à une centaine de kilomètres de Salisbury. La voie ferrée, parallèle à la route Salisbury-Umtali, a également été détruite.

Par ailleurs, une déclaration du front patriotique diffusée par la Voix du Zimbabwe indique que les USA ont entrepris de mettre en œuvre un programme de formation d'«*Africains loyaux*», afin de les utiliser ultérieurement dans l'administration et la gestion économique du Zimbabwe.

## RECTIFICATIF

Dans notre enquête sur l'Allemagne de Schmidt, parue dans le Quotidien daté de mercredi, à propos du chancelier allemand mis en cause par Beate Klarsfeld, pour ses antécédents nazis, il fallait lire Kiesinger et non pas Kissinger comme cela a été écrit par erreur.

## Négociations SALT : un éventuel compromis

# NOUVELLES ARMES EN PROJET

Grégoire CARRAT

### DES LIMITES QUI N'EN FINISSENT PAS

Les grands traits du nouvel accord Salt qui aurait été défini à Washington prévoieraient un accord de 8 ans sur le nombre de missiles, fixant pour chacune des super-puissances, un plafond de 2160 à 2250 missiles au total, parmi lesquels 1320 au maximum pourraient être équipés de missiles à têtes multiples. Les bombardiers porteurs de missiles Cruise (missiles à moyenne portée, mais ayant le grand avantage de voler à très basse altitude et d'être donc quasiment irréperçables pour les radars), sont assimilés à des MIRV (missiles balistiques à longues portées et à têtes multiples). Un second accord de 3 ans sur le déploiement des missiles prévoierait de limiter celui-ci pour les armes nouvelles, telles que le missile Cruise américain et les missiles lourds à têtes multiples SS 18 soviétiques. Aux termes d'un tel accord l'URSS devrait réduire son arsenal de près de 300 missiles, tandis que les USA garderaient le leur qui se situe au niveau fixé par le compromis.

Parmi les questions en suspens se trouverait notamment celle de définir ce qu'est une «*arme nouvelle*». En ce qui concerne les limites fixées au déploie-



De Moscou (ici sur la Place Rouge) à Washington, la course aux missiles à charge nucléaire continue.

ment du «*Cruise missile*», le Pentagone juge qu'elles risquent d'empêcher leur déploiement tactique de façon efficace. Enfin reste le problème de la possibilité pour les États-Unis de livrer aux pays européens la technologie des missiles Cruise.

Ce compromis fixerait très haut les prétendues limites apportées au développement des armements. Avec les questions en suspens, chacune des deux super-puissances cherche à se garantir une position avantageuse dans la course aux armements, pendant le temps fixé par le traité et pour la suite. Le dégel recèle en fait une âpre rivalité dont les récentes décisions du Penta-

● Le journal américain *New York Times* publiait mercredi les termes du compromis qui serait passé entre Gromyko et Carter au sujet des négociations SALT. Au moment du voyage de Gromyko, ni les USA, ni l'URSS n'avaient mentionné la teneur d'un tel compromis, mais les deux avaient affirmé qu'un accord était en vue, laissant entendre qu'un «*dégel*» existait entre les deux pays, un dégel matérialisé par la déclaration commune sur le Moyen Orient faite à cette occasion. Aussitôt les termes de l'éventuel compromis publiés, des officiels de la Maison Blanche suggéraient que la fuite du *New York Times* avait été organisée par le Pentagone, pour saboter le compromis avant qu'il ne voit le jour. Le porte parole de Carter refusait de se prononcer sur le contenu même des révélations du *New York Times* mais affirmait que les États-Unis ne «*feraient pas de concessions qui n'aient de contre partie de la part des Soviétiques*». Il ajoutait que les divergences importantes subsistaient et faisaient l'objet de négociations.

gone viennent montrer qu'elle peut s'accroître à tout moment.

### LE DÉPLOIEMENT DU MX : LES SALT REMIS EN CAUSE ?

En effet, pendant que les discussions pour un compromis sur les SALT se tenaient, le Pentagone faisait savoir que les États-Unis s'approprièrent à mettre en place un système de destruction de satellite équivalent à celui dont l'URSS, selon eux, serait dotée. Enfin, le secrétaire d'État à la Défense a relancé une violente polémique aux États-Unis en demandant des fonds pour

le déploiement des 300 missiles mobiles MX, porteurs de 14 têtes nucléaires. Partant d'une analyse selon laquelle au milieu des années 80, l'URSS pourrait détruire d'un coup au sol les missiles basés aux USA, le secrétaire d'État demande que les missiles se déplaçant dans des tunnels en béton, sur des distances d'au moins 15 kilomètres, remplacent le système actuel où les missiles terrestres sont fixés, stockés dans des silos.

Le coût est énorme : 40 milliards de dollars (200 milliards de francs). Le système bouleverserait les termes des négociations USA-URSS : selon les experts militaires américains les 300 missiles, beaucoup moins vulnérables que les missiles terrestres actuels, pourraient, par leur degré de précision très accru et leur puissance (14 ogives nucléaires chacun), détruire d'un coup la totalité des missiles basés en URSS soit 75% de sa puissance nucléaire, alors que l'URSS est loin d'avoir cette capacité contre les USA. Cela doterait les États-Unis d'une force de première frappe qui remettrait en cause les données de l'équilibre des forces nucléaires et ouvrirait du même coup la porte à une escalade nouvelle dans la course aux armements.

Ainsi, l'éventuel compromis sur les négociations SALT, qui paraît soulever des contradictions dans l'administration américaine, ne limite en rien la course aux armements, qui peut voir une nouvelle phase se produire dans l'escalade de la rivalité entre les USA et l'URSS.

## bref...En bref...En bref...En b

### NON ALIGNEMENT

Une conférence sur le non-alignement et l'information se réunit à Belgrade. L'un des principaux problèmes qui y seront traités est la mise en place des agences de presse du Tiers-Monde, décidée au sommet de Colombo et destinée à briser le monopole des quatre agences occidentales : U.P.I., A.P. (USA), Reuter, Grande-Bretagne) et AFP (France).

### MOZAMBIQUE

Samora Machel est en visite à Cuba. A cette occasion, Fidel Castro a annoncé que

trois cents cubains travaillent actuellement au Mozambique et que leur chiffre sera porté à 400. Castro affirme qu'il s'agit de médecins, de spécialistes de la construction, de l'industrie du sucre, de l'élevage, de la pêche et des transports.

### PÉTROLE

Un consortium soviéto-japonais a annoncé qu'il avait découvert un important gisement de pétrole dans l'île de Sakhaline. Selon les Japonais, il peut devenir le plus important gisement d'Asie. Les réserves sont évaluées à 100

millions de tonnes, et il sera commercialisé dans quatre ou cinq ans.

### PCP - PCF

Le PC portugais a envoyé une commission d'étude auprès du PCF. Elle visitera les fédérations du Nord et de la Seine Saint-Denis.

### CORÉE DU NORD

La radio nord-coréenne a annoncé que deux pilotes militaires sud-coréens sont passés en République Démocratique de Corée avec leur appareil.

## PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 14 octobre

## TF 1

18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes.  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au théâtre ce soir. L'archipel Lenoir  
22 h 30 - Télé foot  
23 h 30 - Journal et fin

## A 2

18 h 25 - Dorothé et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - D'Artagnan amoureux  
21 h 35 - Apostrophes  
22 h 45 - Journal et fin  
22 h 50 - La bien-simée

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Vendredi : Faits de société. Voyantes et astrologues  
21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. La Loire  
22 h 25 - Journal et fin  
22 h 30 - Émission alsacienne

## Samedi 15 octobre

## TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Le message mystérieux. L'alcoolisme  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro Un : Enrico Macias  
21 h 30 - Le riche et le pauvre. Feuilleton américain  
22 h 20 - Catch  
23 h 10 - Journal et fin

## A 2

18 h 00 - Course autour du monde  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Grand théâtre historique : L'enlèvement du régiment. D'après le roman d'Alexandre Dumas : «le chevalier d'Harmenhal».  
22 h 10 - Questions sans visage  
23 h 00 - Drôle de baraque. Le sport.  
23 h 35 - Journal et fin.

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse.  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Outre-mer.  
20 h 30 - Boris Godounov. Opéra d'après Pouchkine et Karamsine  
23 h 35 - Journal et fin

# Vendémiaire

## Disques d'expression sociale

Chants révolutionnaires du Chili, d'Oman ou du Portugal, chanteurs comme Carlos Andréu ou les Senthaclos ou encore Collette Nicolas, chants populaires de France et d'ailleurs, une musique et des chansons que l'on n'entend guère à la radio ou à la télé... une musique et des chansons que «Vendémiaire» se propose justement de diffuser le plus largement possible.

C'est au mois de janvier de cette année qu'est né «Vendémiaire, disques d'expression sociale». Un groupe jeune donc, mais non sans expérience des difficultés qu'il y a à vouloir promouvoir une musique et des chansons populaires et progressistes. «Vendémiaire» en effet a été constitué par le groupe d'ouvriers professionnels de Renault qui avait monté, il y a de cela bientôt sept ans, le collectif de diffusion «Expression spontanée». Jean-Pierre Graziani, membre du collectif «Vendémiaire» explique les raisons de la scission d'avec «E.S.» :

«La scission est intervenue pour des raisons idéologiques et politiques. Bien que nous ayons été à l'origine d'«Expression spontanée», nous n'avons pas de réel pouvoir de contrôle sur ce qui était produit. A cause de l'opposition de certains responsables d'«E.S.» nous n'avons jamais pu mettre en place un collectif poli-



Carlos Andréu édité par Vendémiaire

tique. Des opérations purement commerciales, au contenu franchement réactionnaires ont été menées à notre insu par les dirigeants d'«Expression Spontanée». Depuis la scission d'ailleurs on peut constater qu'«E.S.» évolue ouvertement sur la pop music commerciale. Nous n'avons pas voulu nous faire les complices de ces manœuvres.»

Onze membres d'«E.S.» ont donc décidé de monter «Vendémiaire» d'abord sous la forme d'un collectif de gestion, bientôt transformé en collectif d'animation. D'anciens disques politiques d'«E.S.» ont été repris et d'autres disques nouveaux produits et diffusés.

Actuellement, la distri-

bution de ces disques passe par trois canaux. D'abord, les circuits de distribution normaux, c'est-à-dire les disquaires. Ensuite, le réseau parallèle : stands lors des fêtes, de manifestations de quartiers. Enfin, la vente par correspondance, système que «Vendémiaire» souhaite développer.

Mais les activités du collectif «Vendémiaire» ne s'arrêtent pas là. Le premier numéro des «Cahiers

de Vendémiaire» est sorti en juin, le numéro 2 est en route pour bientôt. Son but : être un lieu de réflexions et d'informations sur l'action culturelle ouvert à tous les groupes et associations qui dans leur ville, leur région, agissent dans le sens d'une culture populaire.

La définition de ce que doit être la chanson populaire et révolutionnaire aujourd'hui n'est pas chose facile et les membres de «Vendémiaire» sont conscients de ne pas former jusqu'ici un collectif homogène et unifié sur cette question. D'où une inégalité dans l'intérêt des disques présentés ou des positions développés dans les Cahiers. Mais «Vendémiaire» souhaite précisément approfondir le débat et est ouvert à toutes les contributions.

Dans ses projets immédiats : une brochure de poèmes d'adolescents, deux disques pour enfants, un disque des Senthaclos et une série de chants populaires et révolutionnaires d'Albanie et des chants de lutte du Mozambique, de Guinée-Cap Vert et de Djibouti.

«Vendémiaire», disques d'expression sociale  
7 rue de l'École Polytechnique. 75005 PARIS  
Tél. 033.90.07.

Parmi les derniers 33 tours :

- Jacques Papinski chante
- Morvan (collectage)
- Chants révolutionnaires, Lyon 1848.
- Chants révolutionnaires d'Oman.

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

93<sup>e</sup> épisode

— Restez manger, proposa quelqu'un en français.

Il fallait dire oui.

Arezki me regarda. Il allait refuser, il vit le petit signe que je lui adressai et ses yeux m'approuvèrent.

Un homme disposa les assiettes. J'eus droit à la plus neuve.

Arezki s'arrêta de manger pour dire :

— Elise est avec nous.

L'un des hommes le regarda, sceptique.

— Elle est avec toi.

— Non, elle était avec nous avant moi.

Génée, je gardais les yeux baissés sur mon

assiette.

— Tu en connais beaucoup de Français qui sont avec nous ?

Arezki protesta qu'il y en avait quand même quelques-uns.

— Des ouvriers ?

— Pas beaucoup, convint Arezki.

— Et tu sais pourquoi ils sont contre la guerre ? Parce qu'elle coûte cher. Pas à cause de nous, ni de nos gosses, ni de nos femmes. Parce qu'elle diminue leur bifteck.

— Ils sont mal informés, dit Arezki.

La soirée s'avancait. Sur nos visages descendait le rayon doux de la lampe à pétrole. Quand sa flamme vacillait, nos joues se fardaient de reflets mouvants. Sur une étagère, où s'alignaient des photos, un réveil au tic-tac haletant semblait nous dire, dépêchez-vous.

Il fallut promettre de revenir. Quand nous fûmes sortis des chemins vaseux, nous pûmes nous étreindre, nous embrasser, et j'y trouvai une délectation jusque-là inconnue. Arezki la perçut. Elle redoubla son plaisir. Nous ne pouvions baisser nos bras qui enserraient l'autre.

— Il nous faut une chambre.

Mais ce fut moi qui le lui dis.

Moins dix. J'étais montée trop tôt, la plupart des ouvriers manquaient encore. Daubat m'avait adressé un demi-sourire en réponse à mon salut. Le régleur, qui mesurait l'écart entre deux voitures, s'était carrément détourné. Donc, il savait. Je m'y attendais, mais j'éprouvai un pincement désagréable. Je m'installai contre la fenêtre et tirai de ma poche les mots croisés détachés la veille du journal. Mon frère s'était souvent

moqué de l'intérêt que je portais aux grilles. De quoi ne s'était-il pas moqué dès lors que cela venait de moi ?

La sonnerie. Je rangeai le papier. « Ondule sous l'effet de la brise. » En trois lettres. Blé, naturellement. Inutile de le marquer, je m'en souviendrais. Il ne fallait pas prendre de retard. Mais l'image resta, avec ses couleurs, sa sinuosité gracieuse, évocatrice de fraîcheur et d'espace. C'était de ces rêves qui sapent l'énergie.

Mustapha me fit un petit signe et je vis Arezki derrière lui. Je restai dans la voiture.

— Ne bouge pas, cria-t-il à mon oreille. Ne te retourne pas non plus, Bernier me suit.

Celui-ci passa, me vit écrire, regarda Mustapha qui, aidé d'Arezki, retendait un pavillon plissé au-dessus des portières, ne s'arrêta pas.

— Le café d'hier, tu es capable de le retrouver seule ? J'y serai à huit heures. Nous irons chez moi, il n'y a personne. Bien compris ?

Il me guettait derrière la vitre et sortit dès qu'il me reconnut. Le café faisait l'angle de la rue de Crimée.

— Oui, nous allons chez moi, rue de la Goutte d'Or.

Goutte d'Or. Le nom flambait. Mais il faisait nuit et je ne vis rien qui distinguât cette artère.

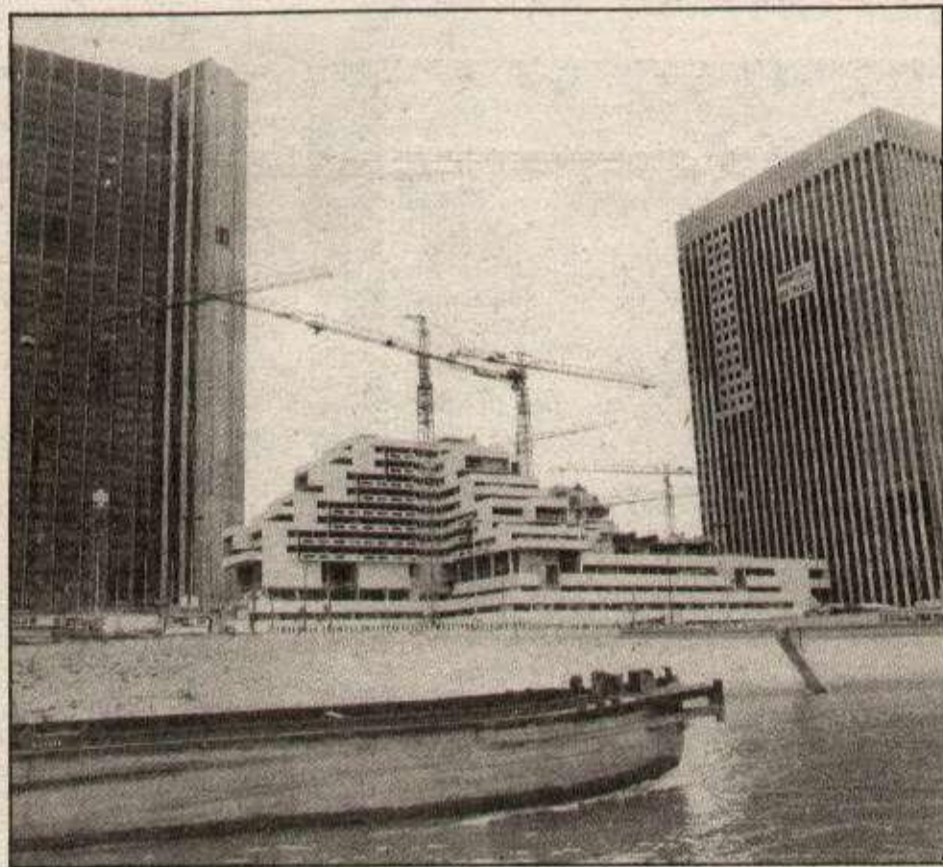
— Nous sommes fous. Je suis fou, s'exclama-t-il à plusieurs reprises.

Je le suivis dans un corridor où il pénétra le premier. Deux fois il se retourna pour me signaler un carreau mal joint ou fêlé. Au pied des marches, il me prit la main. Je me laissai mener. Je souhaitais l'escalier infini, éternelle cette montée silencieuse.

à suivre

## La crise financière de la Défense

# LE NAUFRAGE DE LA DÉFENSE



● Rien ne va plus à la Défense, les « locomotives » ont fait faux bond, les bureaux ne se vendent ou ne se louent plus, les caisses sont vides et moins de la moitié du projet initial conçu en 1958, a été réalisé. Pour cette prestigieuse opération d'urba-

nisme imaginée par le régime gaulliste pour porter témoignage du renouveau de l'impérialisme français, c'est une triste fin comparable à celle d'autres opérations de prestige : le France, Concorde...

Les « locomotives » du centre commercial de la Concorde se sont récusées comme aux Flanades à Sarcelles. Le « Printemps » et « La Samaritaine » ont senti le vent et décidé de remettre à plus tard leur implantation à La Défense. Selon eux, « l'environnement économique du quartier de la Défense est insuffisant pour permettre une telle ouverture. Nous nous planterons à la Défense quand cet environnement existera. » Pour ces grands magasins, l'avenir du centre commercial de 129 000 m<sup>2</sup> est trop hypothétique sur le plan de la rentabilité pour qu'ils se risquent maintenant à y investir.

### UN CENTRE COMMERCIAL MORT-NÉ

Coup dur pour l'EPAD

(Établissement Public d'Aménagement de la Défense) qui comptait beaucoup sur ces deux grands magasins pour redonner de la vigueur à la Défense. Le désistement compromet l'existence du centre commercial, les deux cents boutiques prévues à côté vont difficilement trouver acquéreur dans ces conditions. L'EPAD a porté l'affaire devant le tribunal de commerce et demande aux magasins une indemnité de dix millions de francs.

### 700 MILLIONS DE DÉFICIT

En outre, l'EPAD depuis 1974 n'a plus vendu de droits de construire. Or, c'est l'essentiel de ses recettes. Sans cette source de financement, l'EPAD est contraint d'emprunter pour réaliser son programme et pour régler ses emprunts antérieurs. Le déficit de l'EPAD serait actuellement de 700 millions.

Selon le ministère de l'Équipement, « le redémarrage de la Défense dépend moins des décisions souveraines de l'État que de l'amélioration progressive de la conjoncture. » L'État se dégage donc de cette opération qu'il avait lancée et refuse même de rembourser à l'EPAD les travaux de voirie, de prolongement du métro...

Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serain, mais l'indice de difficultés profondes. La Défense a été conçue en 1958. L'EPAD devait réaliser l'aménagement de 750 hectares situés à la périphérie de Paris sur les communes de Puteaux, Courbevoie et Nanterre. L'ensemble est divisée en deux zones : zone A (Puteaux et Courbevoie), zone B (Nanterre).

En zone A, où doivent être réalisés en priorité les immeubles de bureaux destinés aux sociétés transnationales, les terrains ont été acquis à 97 % mais 54 % seulement des « droits de construire » ont trouvé acquéreurs. La moitié seulement du programme de bureaux a été réalisé. Les derniers construits ne sont pas entièrement occupés : la tour Neptune est remplie à 40 %, la tour Générale à 80 %, la tour Manhattan acquise par l'émir du Koweït est vide. Au total 112 000 m<sup>2</sup> de bureaux sont vides.

Même si ces remboursements étaient effectués, ce n'est pas ce qui sauverait la Défense. La Défense avait été conçue comme un centre d'affaires international, doublant la cité financière internationale, prévue au centre de Paris. Ce dernier projet n'a pas vu le jour. La crise économique s'est répercutée fortement sur le marché des bureaux, plongé depuis trois ans dans un marasme qui risque de durer. Il est donc probable que le projet de La Défense ne sera jamais achevé. Le Manhattan français meurt doucement, accompagnant le déclin des ambitions de la bourgeoisie française.

Serge LIVET

6 mois avant les élections

## LES AVANCES DE GISCARD AUX ÉCOLOGISTES

● A 6 mois des élections législatives, Giscard tente le « grand jeu » pour essayer de retenir l'attention de tout le courant électoral qui sympathise avec les idées écologistes. Il avait réuni pour cela une centaine de personnes jeudi matin, dont un grand nombre de représentants d'associations. Après avoir tracé le bilan idyllique des progrès accomplis

La tactique de Giscard vise plusieurs objectifs. Elle consiste à tenter de récupérer quelque peu ce courant et les voix électorales qu'il représente. Giscard cherche pour cela à se donner un cadre nécessaire pour débattre en permanence avec les associations, et tenter d'en gagner un certain nombre au « dialogue ». Mais ce que Giscard cherche surtout, c'est à éviter un affrontement ouvert avec les écologistes au sujet du programme nucléaire. La « méthode dure » employée à

Malville a eu pour effet de « grossir » la contestation. Par le biais de vagues promesses de discussions, Giscard cherche à gagner le temps nécessaire pour que le programme nucléaire soit déjà bien « installé » et espère-t-il, de manière irréversible.

Enfin le pouvoir, par le biais des commissions, cherche à diviser les intérêts des associations qui se battent les unes sur l'urbanisme, les autres sur la protection de la nature, les derniers contre le nucléaire pour empêcher leur con-

vergence sur ce dernier thème, thème sur lequel le pouvoir ne peut consentir que des révisions très minimes. Dernière carte de division : le tri qui sera fait évidemment entre les associations jugées « trop politisées » et les autres.

Mais si l'on écarte la voile de la démagogie, l'essentiel est bien pourtant dans le bilan concret de la politique giscardienne : dégradation générale de la qualité de la vie, des conditions de travail, ré-

pression ouverte contre les paysans du Pellerin, de Braud Saint Louis, de Plogoff, etc., allongement scandaleux des durées de transport et accroissement de la pollution des eaux (boues rouges, boues jaunes) et de l'atmosphère des villes. L'intervention annuelle que Giscard fera désormais sur la question de l'environnement sera d'après lui un peu « le thermomètre de la situation écologique ». Un thermomètre au goût prononcé de mercure.

Pierre PUJOL

### La charte quinquennale sur la qualité de la vie

Giscard a défini 3 directions pour la « charte sur la qualité de la vie » :

— L'amélioration du cadre de vie par l'établissement de normes plus sévères en ce qui concerne la pollution de l'eau, de l'air et du « silence ». Un « transfert de moyens » est prévu pour aider les collectivités locales en ce sens.

— La « lutte contre les inégalités ».

Visant à aider « les exclus de la qualité de la vie », Giscard y fourre pêle-mêle les riverains d'aéroport, les personnes âgées et les handicapés, les victimes du bruit des autoroutes. Il conclut, « il faut combattre les inégalités écologiques avec la même détermination que les inégalités économiques... ». Cela promet !

— « La participation des habitants à l'amélioration de leur environnement ». A l'exemple des USA, Giscard veut instituer un système « d'auditions publiques » pour entendre les divers points de vue sur tel ou tel sujet (construction d'autoroute...) Giscard annonce la création de l'agence de lutte contre la pollution atmosphérique, ainsi que du conseil d'information sur l'électro-nucléaire (dont nous avons déjà parlé). Giscard prévoit des facilités d'attribution de locaux pour les associations écologiques et les chantiers de jeunes. Enfin seront créées des commissions départementales de l'Environnement regroupant différentes commissions départementales, présidées par le préfet et composées d'élus, de fonctionnaires et de représentants d'associations.

### La mort de Béatrix Allende

Béatrix Allende, la fille du président Salvador Allende, s'est donnée la mort, mardi, à La Havane. Elle avait 32 ans. Depuis le coup d'État sanglant de Pinochet, fomenté par l'impérialisme américain, elle vivait en exil, déployant de grands efforts pour la solidarité internationale avec le peuple chilien. Mais, elle ne s'était jamais remise de l'assassinat de son père par les troupes fascistes, dans le palais de la Moneda ; et la vision des tortures, des exécutions en masse dans Santiago du Chili, ne l'avait jamais quittée.

Au moment où Béatrix Allende disparaissait, le terroriste Pinochet, sans honte, adressait un « document » au secrétaire général des Nations-Unies, où il est dit : « Il n'y a pas de détenus politiques au Chili ». On sait que les partis de l'ancienne « Unité populaire » ont recensé au moins 2500 « disparitions » qui s'ajoutent aux milliers de prisonniers dans les geôles de la junte, et aux milliers d'assassinats. Pinochet qui prétend « rassurer » l'opinion internationale, vient d'annoncer, 4 ans après son putsch sanglant, que l'État d'urgence était reconduit. Il avait déclaré quelques temps plus tôt n'envisager d'élections, que dans 8 ou 10 ans au mieux. Les derniers partis encore tolérés au lendemain du coup d'État, sont, on le sait, dissous depuis mars dernier, tandis qu'est imposée aux masses une misère sans précédent, avec un taux annuel d'inflation dépassant 80% et des salaires dont certains n'équivalent pas 200 francs par mois.